

TABLE RONDE

*avec Denis BERGER, Jean-Marie DEMALDENT, Daniel RICHTER,
Jean-Claude LE SCORNET, Marie-Noëlle LIENEMAN,
Alain LIPIETZ, Bernard RAVENEL*

. **Victor LEDUC**: *Pour cette table ronde, nous avons invité un certain nombre de personnalités. Il y a ici des camarades qui sont au P.S., des camarades qui sont au P.S.U., un camarade qui appartenait récemment à la L.C.R., une contribution d'un membre du P.C.F.*

La parole est à **Bernard RAVENEL**
qui va lire le message de **Pierre JUQUIN**.

"Chers amis,

Ce bref message se limite à un but modeste: saluer votre colloque. Dès lors qu'il s'agit d'autogestion, toute exploration, tout dialogue me paraît souhaitable. C'est à mon sens une question cruciale mais aussi compliquée à l'extrême. L'expérience prouve que la propriété sociale des moyens de production et d'échanges est nécessaire mais ne suffit ni en régime socialiste, ni en système d'économie plus ou moins mixte.

Une transformation socialiste implique la recherche et l'expérimentation, la mise en œuvre de critères nouveaux de gestion en vue de modèles de développement différents des modèles néo-libéraux, keynésiens ou soviétiques. Elle implique à cette fin, à la fois une modification profonde des pratiques de l'encadrement (objectifs, méthodes, formation) et l'articulation du travail de celui-ci avec une participation effective de l'ensemble des salariés aux décisions de gestion.

La crise résultant pour une part des transformations rapides de la production, des rapports de l'homme producteur avec la nature et du contenu du travail, il existe des liens nécessaires entre la recherche autogestionnaire et la solution de la crise à la fois sur l'aspect économique et sur l'aspect plus général du sens de la vie en société.

L'étatisation des sociétés a commencé en Europe dès l'apparition du capitalisme. Elle est particulièrement accentuée en France mais elle a aussi été adoptée par les Etats socialistes de type soviétique comme mode de résolution des problèmes de développement au moins jusqu'à ce jour.

L'expérience prouve que cette étatisation crée de plus en plus de difficultés et de blocages. La crise se situe pour une part grandissante au niveau de l'Etat. La question du pouvoir est centrale. Mais quel pouvoir? Exercé par qui? Sous quelles formes? A quel niveau? Une modification des institutions et de leur fonctionnement même très démocratique, toute nécessaire qu'elle est, n'est pas suffisante. Enfin le processus même de transformation socialiste me semble de moins en moins pouvoir être conçu sous la forme réductrice de l'action politique classique.

Il est vrai que l'on n'a pas encore trouvé mieux pour faire fonctionner les démocraties que la forme "parti" et dans le pluralisme des partis, l'existence d'un parti révolutionnaire vivant et influent me paraît être une condition de réalisation du processus socialiste. Mais ne faut-il pas, de plus en plus, articuler avec cette

forme" parti ", des formes d'élaboration et d'action qui déplacent le lieu et les méthodes de la politique? .

En bref, faire le socialisme par en bas autant et davantage que par en haut. Ce qui devrait modifier le comportement et le fonctionnement des partis participant au processus socialiste.

En France, aujourd'hui, le socialisme sera autogestionnaire ou ne sera pas, La progression vers le socialisme suppose que le vent de l'autogestion souffle dans les partis de gauche, en tout cas dans celui auquel j'appartiens,

Ces banalités étant dites, je mesure, je pense comme chacun et chacune de vous, les immenses difficultés théoriques et pratiques de l'autogestion. Par exemple, eu égard au développement des forces productives qui appelle à la fois la décentralisation, voire de petites unités, et des moyens puissants, des capitaux massifs. Par exemple, encore, face aux interrogations posées par l'articulation entre l'institution parti-syndicat-association-mouvement, etc., un grand travail est ici à accomplir sans jamais perdre de vue la dureté de la lutte des classes.

C'est ainsi, pour ne mentionner que ce cas, que le patronat s'efforce soit de ne pas appliquer les lois Auroux, soit de les dévoyer en les utilisant contre les syndicats. Plus encore peut-être, l'autogestion appelle une révolution culturelle, une nouvelle culture ouvrière dépassant entièrement le vieil ouvriérisme et pour l'ensemble des citoyens une culture politique démocratique d'une qualité supérieure. Il existe en France des idées, des expériences qui vont dans ce sens. Nous ne sommes pas des voyageurs sans bagages. Engageons-nous donc sans tarder sur ce long chemin. Bien amicalement. "

. Victor LEDUC: Je remercie Pierre Juquin de son amical message qui contient des éléments importants pour notre débat. Les camarades de la tribune diront éventuellement ce qu'ils en pensent. Et maintenant, nous allons commencer le débat. Je vais poser une question. Peut-être les intervenants ont-ils préparé autre chose mais je pense qu'ils pourront intégrer dans ce qu'ils veulent dire, la réponse à cette question,

Je pense que pour unifier les débats, il faut une seule question pour tous. C'est la suivante: quel rôle, selon vous, peut et doit jouer la problématique autogestionnaire dans l'évolution politique, chacun voyant ce problème par rapport à son organisation politique ou syndicale, par rapport aussi aux alliances et à la recomposition qui pourraient se produire.

. Denis BERGER: Je ne parlerai au nom d'aucune organisation, mais peut être en fonction d'une expérience. D'abord deux remarques qui ont certainement été faites au cours du colloque mais qui, pour moi, sont importantes à propos de l'autogestion. Ces deux remarques sont les suivantes.

Premièrement, je crois que l'autogestion est une réponse effective à tous les problèmes posés par l'évolution de la société, c'est-à-dire aussi bien, comme disait Juquin dans sa lettre, le renforcement constant de l'intervention de l'Etat que la bureaucratisation du Mouvement ouvrier.

Deuxième remarque: je considère que c'est aussi une réponse effective aux transformations sociales actuelles qu'ont soulevé un certain nombre d'études, en particulier ce que la droite appelle la renaissance d'un individualisme et qu'il vaut peut-être mieux exprimer en disant la volonté pour les gens victimes de la crise dans tous ses aspects à l'heure actuelle, de contrôler eux-mêmes leurs actions et leur

aboutissement.

L'autogestion, c'est une réponse réaliste. Je dirai, avant de passer à la situation politique présente, que l'autogestion a pour moi une dimension théorique très importante et, là aussi, Juquin y faisait allusion. C'est que par rapport à un marxisme très figé et très économiste, elle montre que la transformation des rapports sociaux ne vient pas automatiquement. Et peut-être qu'un des premiers points de la situation actuelle, souvent trop oublié depuis les années 1970 que je soulèverai, c'est le suivant:

La transformation des rapports sociaux par les luttes, bien entendu, c'est quelque chose d'actuel et, dans ce cadre-là, je crois qu'il faut accorder une importance tout à fait décisive à la lutte des femmes contre l'oppression. Cela me semble une des dimensions permanentes à ne pas oublier quelles que soient les fluctuations du mouvement des femmes, une des dimensions permanentes, nécessaires, de l'autogestion pour que celle-ci ait la dimension d'une lutte pour le pouvoir.

Je vais faire quelques remarques éparses.

Première remarque: je crois qu'à l'heure actuelle, étant donné ce qu'est l'état du mouvement syndical et l'état des luttes ouvrières, l'autogestion apparaît comme une actualité dans la mesure où elle se pose comme étant au centre d'un nouveau type de revendications, C'est un nouveau type de revendications qui ne se contente pas de la défense des droits acquis, Cette défense des droits acquis est absolument indispensable, mais qui pose en permanente le problème de l'intervention des travailleurs, du contrôle; et qui est en même temps une réponse aux offensives patronales. Une réponse aux offensives patronales qui ont été beaucoup plus efficaces que les contre-offensives du mouvement ouvrier, patronat qui a su mettre en place les cercles de qualité, et auxquels nous devons trouver une réponse qui soit à la fois réponse à des problèmes immédiats et débouche sur l'autogestion; à mon avis, cela suppose des réponses qui vont dans le sens du contrôle des travailleurs sur tous les moments de la vie de l'entreprise et de la vie économique à tous les niveaux.

Je ne développerai pas ce thème. La présence de D. Richter et d'autres camarades me fait penser que cette question sera abordée et plus concrètement que je ne pourrais le faire. A mon avis, à l'heure actuelle, c'est une chose décisive.

Deuxièmement, par rapport à la situation politique actuelle, ce que je voudrais dire, c'est que pour moi, l'autogestion n'est pas le complément d'une politique libérale et, là-dessus, je vise la politique du gouvernement. Faire n'importe quoi, puis ensuite parler d'autogestion, ce qui permet de faire passer la pilule. Je pense que lorsque l'on parle d'autogestion à l'heure actuelle, il est nécessaire de faire le bilan de la politique depuis 1981. Bien entendu, il y a des aspects positifs sur lesquels je ne reviendrai pas. Ce qui me frappe, c'est que toutes les mesures, y compris les plus indiscutables, n'ont jamais été accompagnées d'une tentative de transformation effective des rapports sociaux. Ce qui fait que les appels à la mobilisation du style de ceux qu'affectionnait P. Mauroy, aussi sympathiques qu'ils aient été, n'ont eu aucune portée.

Je vais prendre des exemples qui montrent qu'on ne peut pas parler d'autogestion, si en même temps, on ne cherche pas à maintenir les acquis des travailleurs et à les améliorer. Les exemples, je ne ferai que les énumérer. C'est la façon dont a été posée la question du temps de travail et des 39 heures, C'est la façon dont les lois Auroux ont été abordées. Je ne nie pas que dans un certain nombre d'entreprises elles représentent quelque chose mais elles sont passées complètement à côté de la prise

de conscience des travailleurs dans la mesure où elles sont apparues comme une mesure de sommet, qu'elles n'avaient pas cette dimension de contrôle sur l'embauche, sur les qualifications, qui permettrait une transformation. Là, c'est un raté dont il faut tirer les leçons. J'ajouterai un point supplémentaire: c'est la nationalisation. Nationalisation. Là, je reprendrai deux arguments.

L'un, je le reprendrai. dans un livre auquel je crois Marie-Noëlle Lieneman a participé, le livre des Gracques, et qui disait une chose fort juste. C'est que, lorsque le Conseil Constitutionnel s'est opposé aux mesures de nationalisation, la moindre des choses pour les organisations politiques et le P.S. en particulier, aurait été de faire appel à une mobilisation et à des manifestations. Ce que le Gouvernement ne pouvait peut-être pas faire, mais que le P.S. pouvait faire. Rien, et je ne pense pas que ce soit un hasard .

Je dirai surtout que, dans ce cadre des nationalisations, qui sont une arme qu'il ne faut pas négliger même s'il ne faut pas en faire une panacée, l'expérience depuis 1981, dans la mesure où elle ne s'est pas accompagnée d'une transformation effective de la gestion, a donné une image négative ou, dans le meilleur des cas, peu positive, des nationalisations. Dans l'ensemble, le bilan du gouvernement (parce que l'austérité a été faite sans aucune tentative de transformation des rapports sociaux), de ce point de vue-là, est un bilan négatif et il faut en tenir compte.

Tout ceci pose, et ce sera mon troisième point. un problème fondamental qui est le problème de l'Etat. H. Lefèvre n'était pas là ce matin, mais je peux dire une chose à laquelle je sais qu'il est attaché, c'est que le problème du dépérissement de l'Etat comme perspective me semble un problème véritable,

Qu'on ne puisse pas le réaliser rapidement. l'expérience l'a montré. Que même les formules de destruction de l'appareil d'Etat, pour formuler de façon schématique, soient difficiles à manier, c'est évident. Mais il est évident que la tâche d'avenir pour nous (y compris après l'expérience plus que douteuse des années de la gauche au pouvoir), c'est de poser les moyens concrets d'un démantèlement de l'appareil d'Etat. Il faut réfléchir là-dessus. Je ne fais que soulever le problème. Cela me semble d'actualité.

Un démantèlement, c'est-à-dire que cette machine hiérarchisée, centralisée, et qui l'est particulièrement en France, cesse de fonctionner comme un appareil et une machine centralisée. Ce qui implique beaucoup plus qu'une décentralisation telle qu'elle a été votée, par la loi, qui aboutit en fait à créer des féodalités locales, qui aboutit à poser le problème du pouvoir local, du pouvoir des entreprises et de leur centralisation. Parce que, et ce sera mon dernier point, je voudrais aborder le problème de la centralisation. P. Juquin disait très justement tout à l'heure que le problème du pouvoir est un problème tout à fait fondamental.

Très souvent en parlant d'autogestion, on voit l'organisation à la base, ce qui est indispensable, ce qui est le point de départ. Mais on laisse de côté la question du pouvoir central. Cette question ne peut être résolue selon les modèles traditionnels, le modèle d'Octobre, Et là je fais référence à mon expérience: ce sont des discussions qu'on a eues et qu'on peut avoir. On ne peut pas retransposer le modèle d'Octobre. Mais plutôt que de poser la question de la prise du pouvoir, je poserai la question: quel type de parti pouvons-nous avoir à l'heure actuelle?

Alors je crois, et là aussi je fais référence à mon expérience, que le parti centralisé de type léniniste, même si on admet que le léninisme n'est pas la caricature qui a été forgée au cours des années du stalinisme, néanmoins je pense que ce modèle ne

fonctionne pas et ne peut pas fonctionner de manière efficace.

Il faut réfléchir à un autre type de parti. C'est une réflexion théorique mais aussi une réflexion actuelle et je terminerai là-dessus, Nous sommes dans toute l'Europe, dans tous les pays capitalistes avancés (mais parlons du cadre européen), dans un stade de crise historique du mouvement ouvrier. C'est-à-dire qu'un modèle d'organisation, qui était le modèle du style social-démocrate, grands partis de masse liés à des syndicats puissants, qui encadrent la vie ouvrière, ce modèle est en train de déperir. Inégalement suivant les pays, inégalement suivant les périodes, mais on peut le constater en France.

Et je pense qu'à la lumière de l'autogestion, nous avons à réfléchir à un autre type de modèle. Est-ce que le rapport parti/syndicat tel qu'il a été traditionnellement mis en pratique dans les pays européens, dans les pays capitalistes avancés, est la meilleure façon? Je ne le pense pas. Dans la mesure où l'on considère qu'à l'heure actuelle le problème de l'autogestion est non seulement une perspective mais une tâche pratique. Cela implique par conséquent que les organismes de base sont une forme d'organisation. Ce qui implique un grand remodellement du mouvement syndical et, à coup sûr, un grand remodellement du parti politique. Je crois à la nécessité d'un parti qui se regroupe autour d'un projet politique, d'un programme politique, J'insiste sur ce terme, même s'il peut paraître assez ringard. Je le crois fondamental. Mais ce ne peut pas être les rapports de sujétion qui ont été mis en pratique par le mouvement ouvrier et pas seulement dans l'expérience stalinienne. J'insiste là dessus, Donc un nouveau type de parti, ce qui veut dire, et je finirai là, que dans les conditions actuelles, les luttes très difficiles que nous avons à mener, tous, sur le plan politique, les tentatives très précaires que nous faisons ont une importance de préparation de l'avenir.

Je pense qu'il sera et qu'il est nécessaire de fixer une perspective qui est celle de la constitution d'un nouveau parti, à gauche de la gauche, qui soit effectivement un rassemblement de courants syndicaux qui auront pris conscience de la nécessité d'une action politique, de courants issus des grandes organisations communistes, socialistes, de ce qui est l'extrême-gauche, de ce qui est le mouvement écologiste... Ceci ne peut pas se faire autrement que par un long processus d'alliances sur des programmes qui ne satisferont certainement pas tout le monde. Je pense que c'est la seule perspective. C'est en cela que l'autogestion est à l'heure actuelle d'actualité. Et c'est en cela que les tentatives qui sont faites, les tentatives alternatives, aussi précaires soient-elles, me semblent tout à fait fondamentales. Elles vont dans la perspective de l'autogestion.

. **Jean-Marie DEMALDENT** : Je ne représente ici que moi-même. Je suis au P.S. mais je ne le représente pas. J'appartiens également à une organisation qui voudrait devenir une fondation pour l'autogestion; je ne la représente pas non plus. Je parlerai en mon nom personnel et je n'engage que moi. Je suis un peu sidéré qu'on en soit déjà à imaginer un nouveau parti révolutionnaire, qui est toujours nouveau d'ailleurs, quelle que soit l'année où l'on se situe, bien entendu renouvelé grâce à la problématique autogestionnaire, qui serait à la gauche de la gauche, etc. Moi, je crois que l'oubli, l'asphyxie de la problématique autogestionnaire pendant ces années de gouvernement de la gauche est bien entendu en grande partie dû au gouvernement et au P.S. Mais cela va bien au-delà, C'est à-dire que, y compris la grande masse des travailleurs finalement collait assez bien à la perspective qui fut

celle du Programme Commun, qui fut celle du gouvernement Mauroy, etc.. selon laquelle il était possible d'en haut d'apporter des changements fondamentaux dans la société actuelle. Les gens croyaient qu'il suffisait d'une loi pour réduire la durée du travail à 35 heures payées 40, etc., etc.

Et en définitive, même les mesures prises par le gouvernement, la majorité socialiste, les communistes aussi d'ailleurs, auraient pu être favorables, même si on les trouve insuffisantes. J'étais dans les commissions qui ont travaillé là-dessus et j'ai critiqué les lois Auroux, le droit d'expression directe, la démocratisation du secteur public, même cela n'a libéré que des énergies marginales. Il y a eu des expériences intéressantes mais qui demeurent marginales. Je crois que cela représentait l'état du mouvement dans son ensemble, et pas seulement l'orientation du P.S.. l'orientation des partis réformiste ou stalinien.

Je crois que c'est plus profond que ça et je ne pense pas qu'on en soit aujourd'hui à la possibilité d'imaginer la reconstruction du nième parti alternatif à la gauche existante. Je crois que ce dont on aurait besoin, je fais partie de quelque chose qui travaille dans ce sens-là mais je sais qu'il y a beaucoup d'autres qui veulent travailler dans le même sens. J'appelle au rassemblement des "miettes" si vous voulez.

Ce dont on a absolument besoin, c'est d'une structure qui ne serait pas un parti politique, qui ne prétendrait pas s'y substituer, qui soit délibérément, transorganisationnelle, où l'on se donne comme objectif de diffuser et de réfléchir en commun sur les expériences de luttes, intégrant la perspective de l'auto-organisation des travailleurs et de la démocratie directe sans jamais trancher. Les gens viennent avec leur diversité, on se donne des thèmes précis, par exemple sur l'aménagement de la durée du travail. Des thèmes précis qui collent aux problèmes de l'heure. On ne discute pas de l'autogestion en général. Et on essaie de faire avancer les convergences sans trancher à la majorité ou même à la majorité qualifiée.

Bien entendu, les expériences nouvelles devraient être dans ce type d'organisations, réfléchies, popularisées, etc. Tant qu'il n'y aura pas cela, je ne vois pas comment on pourra ré-insuffler la perspective autogestionnaire dans le débat politique. Ce type d'organisations s'adresse à tout le monde, à des gens qui sont syndiqués, à des gens qui refusent l'organisation syndicale (il y en a beaucoup), à des gens qui sont au P.S. dans n'importe quel courant. Marie-Noëlle Lieneman est dans un courant, moi pas. Cela existe.

Il y a des gens qui sont d'inspiration autogestionnaire, au P.S" partout, et ils se retrouvent d'ailleurs dans rien. C'est à-dire que rien ne les satisfait, ni le P.S. en tant que tel, ni leur boutique de courant. Il ne s'agit pas de leur proposer de quitter le P.S. pour faire un autre parti. Il s'agit d'essayer de rassembler tous ceux qui se situent dans la perspective de l'auto-organisation démocratique, de façon à réfléchir sur toutes les expériences qui se produisent et. parce que sinon cela ne vivrait pas, sans qu'on tranche les questions. Ce n'est que dans un autre temps, quand il y aura peut-être grâce à ce type d'organisation de nouvelles luttes en avant, significatives (qui ne soient pas trop marginales, comme il y en a eu dans la période post-1968). Ce n'est qu'à partir du moment où, dans la pratique du mouvement ouvrier, de façon significative, il y aura à nouveau cette aspiration qui se dessinera concrètement, qu'on pourra peut-être imaginer, si on n'est pas capable d'adapter les anciennes structures, de faire d'autres formes politiques. Par ailleurs. je voudrais quand même préciser qu'on ne peut pas s'en remettre complètement à ce type de

travail que je souhaite. Il y a des raisons aussi pour lesquelles je pense - non pas que j'appelle les gens à aller au P.S. - je perdrais mon temps. Je sais bien que les gens qui sont dans cette salle n'iront pas.

Je pense aussi qu'il est quand même nécessaire de participer aux luttes électorales institutionnelles. Il y a des enjeux fondamentaux. On parlait tout à l'heure de la défense des acquis; je crois d'ailleurs qu'on ne peut pas défendre tous les acquis pour une raison très simple: c'est que quand tout change, les acquis eux aussi changent. Mais il y a des choses sur lesquelles on doit influencer immédiatement. Par exemple on ne peut pas s'en remettre aux autres pour imaginer le moyen de passer de la protection sociale contre la mobilité, à la protection sociale dans la mobilité. Il faut bien agir là où cela a une efficacité. Pour ma part, pour l'instant, c'est mon point de vue personnel, je pense que même si je ne m'y sens pas très bien, je préfère agir au sein du P.S. Parce que c'est lui qui pèse; j'admets parfaitement qu'on ne partage pas mes opinions et je crois qu'on peut tout à fait travailler ensemble ailleurs sans la perspective d'un parti, à rénover en pratique le mouvement autogestionnaire, ce qui changerait les données politiques.

Mais pour l'instant, je crois qu'il faut respecter la perspective de chacun. Il y a des gens qui refusent mon type d'engagement pour ces combats d'actualité, qui veulent imaginer des alternatives, qu'ils le fassent. Mais que pour la rénovation de l'autogestion, on sorte de ce débat-là et qu'on rassemble le peu d'énergie qui existe encore pour au moins réfléchir ensemble aux expériences multiples qui se développent.

. **Daniel RICHTER:** Pour représenter la partie syndicale du débat, j'aurais préféré que Léon Dion et Thierry Riquier soient présents à cette tribune. Cela aurait donné un éclairage, compte tenu des responsabilités qu'ils ont à l'intérieur de l'organisation syndicale C.F.D.T.. qu' évidemment moi je ne suis pas en mesure de porter exactement. Ceci étant, j'ai accepté de donner le point de vue d'un militant syndicaliste. Mon intervention, je la ferai en deux temps.

Dans une première partie, je vais essayer de montrer quels sont les problèmes qui se posent et, dans une deuxième partie, lors d'une intervention ultérieure, voir quels sont les enjeux de ce que l'on met derrière les pratiques autogestionnaires. Pour commencer, une première remarque.

L'arrivée de la gauche au pouvoir se base sur un certain nombre d'ambiguïtés évidentes, par rapport à ce que l'on met derrière la notion d'autogestion. En ce sens, une bonne partie de ceux qui ont voté pour la gauche, parmi les travailleurs, l'ont fait dans le sens d'une résistance à l'ensemble des changements qui étaient en train de se produire et dont ils sentaient qu'ils allaient se produire, que ce soit autour de la flexibilité, de la mobilité, du rouleau compresseur économique.

L'ensemble du discours de la gauche laissait entendre à la fois qu'on arriverait à satisfaire facilement les revendications et à résister à ce qu'étaient les débuts de l'offensive du libéralisme, de la concurrence exacerbée, de la mondialisation des échanges tels qu'on les connaît, donc à la fois, par un certain nombre de dispositifs, de permettre que les travailleurs s'y retrouvent.

La gauche disait les deux choses à la fois: qu'elle respecterait l'économie de marché avec l'ensemble de ses éléments et qu'elle parviendrait à donner des satisfactions extrêmement importantes. A ce niveau-là, la délégation de pouvoirs jouait à plein. Les gens l'ont cru et le ressentaient comme tel.

Le deuxième élément, un peu issu de 1968 et que l'on trouvait tout de même chez

certain groupes de salariés, était aussi simplifié, un élément libertaire. En fait on comptait sur la gauche pour faire éclater tous les carcans hiérarchiques de la société, pour se donner un certain nombre d'espaces qui permettaient à chacun de s'impliquer un peu plus. mais sans aucun projet collectif alternatif à la base, parmi les gens qui souhaitaient que ces carcans éclatent.

Si bien qu'en fait, on s'est retrouvé très rapidement avec deux séries de déceptions puisque la logique du marché, de la compétitivité, etc., des grands équilibres, a pris très rapidement le dessus. La satisfaction des revendications est devenue un élément de compromis avec cette logique qui devenait en fait le moteur dominant. Quant aux aspects, disons libertaires, cette même logique conduisait finalement à essayer, on le voit à l'heure actuelle dans un domaine totalement différent de celui de l'entreprise, celui de l'enseignement, à rétablir un certain mode de hiérarchie, de relations... que justement on croyait condamné.

Tel est donc le premier type d'éclairage que je voulais mettre en avant. Deuxième type d'éclairage: il concerne l'autogestion, dans une autre phase politique et économique que celle que nous connaissons; en tout cas, la dynamique de la prise en charge par les gens de leur propre sort est, dans le mouvement ouvrier français, et en période de crise encore davantage, quelque chose qui est freiné par des éléments constitutifs de l'histoire du mouvement ouvrier. Je crois que pour essayer de se fixer les enjeux que l'on verra ensuite, il faut les avoir à l'esprit pour savoir ce qu'il faut essayer de contrebalancer si on veut qu'un certain nombre d'autres dynamiques se mettent en place.

Deux points :

Le premier, c'est la délégation de pouvoirs par l'ensemble du jeu institutionnel, représentatif des délégués du personnel comités d'établissement, comités d'entreprise, délégués hygiène, sécurité... On a en France de plus en plus un type de délégation de pouvoirs à tous les niveaux, que ce soit ceux de l'entreprise, que ce soit d'ailleurs hors de l'entreprise, au niveau municipal au niveau des élections politiques... Partout domine ce phénomène de délégation des pouvoirs.

Quand on est dans une période où finalement on gagne, parce qu'en fait lorsqu'on formule un certain nombre de revendications sur des plus petits dénominateurs communs, on est capable de remporter des victoires, et c'était le cas dans la phase précédente. elles s'articulent encore à cette délégation de pouvoirs.

Quand on est dans une période où il est difficile d'obtenir satisfaction, on aboutit en fait à une espèce d'opposition entre ceux qui ont été élus et ceux qui attendent que les élus résolvent les problèmes. On se trouve devant le fait qu'il y a une sorte de reproche permanent d'inefficacité générale. Et si on interrogeait les travailleurs à l'heure actuelle sur le sentiment qu'ils ont sur les «organisations» syndicales, c'est justement ce sentiment d'inefficacité à travers toutes les sensibilités, d'ailleurs très très différentes, qui sont celles des organisations syndicales telles qu'elles existent maintenant.

Deuxième élément significatif qui rejoint d'ailleurs le problème de la vision de l'Etat, dans le mouvement ouvrier français et de son rôle, c'est la faiblesse du mouvement ouvrier français autour de la solidarité, construite même si ce n'est en aucun cas une panacée, autour par exemple des conventions collectives. Si on regarde le mouvement ouvrier italien, allemand, américain, avec des réalités totalement différentes les uns des autres, ils ont en fait un certain nombre de moments où on se bat ensemble sur un certain nombre d'échéances parce que les travailleurs des

grosses entreprises, des petites entreprises ont essayé de tisser un lien commun dans le type d'affrontements avec la bourgeoisie. En France, ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. Les grandes entreprises, en fait, servaient de "fer de lance" et ensuite on comptait sur l'Etat et sur la loi pour avoir l'effet «boule de neige» et généralisateur. Cela veut dire que, là aussi, dans un moment où ce type de rapport de force-là n'est plus possible, on peut toujours se tourner vers l'Etat mais il n'y a plus rien ou presque plus, au niveau de la solidarité entre les travailleurs en tant que telle.

Tous les éléments de précarité qui se développent à l'heure actuelle font que les travailleurs se retrouvent complètement parcellisés, parsemés et sans capacité collective réelle de réaction.

Je terminerai en mettant l'accent sur ce type d'aspects, sur tous ces aspects de l'histoire du mouvement ouvrier et des sensibilités pour essayer de voir ensuite comment les enjeux se posent pour que réellement on parvienne à une dynamique de prise en charge et dans quelles conditions et sur quels objectifs de la part des travailleurs.

. **Jean-Claude LE SCORNET**, *secrétaire national du P. S. U.* : Hier matin. Yvon Bourdet commençait le colloque en disant que dans certaines sociétés anciennes, il fallait se battre pour arriver à trouver un chef. Je ne dirais pas qu'au dernier congrès du P.S.U. cela y ressemblait un peu. Je ne suis pas de ceux qui ont encore les marques des coups sur le corps, mais je crois que psychologiquement, intellectuellement, j'en suis un peu là. Ce qui fait que je ne suis pas spécialement à l'aise dans ce genre de tribune et ce genre de débat sur le fond. C'était une petite remarque préalable mais je crois qu'il fallait le dire.

Je suis un peu surpris de voir que personne n'a dit qu'en fait dans les enjeux politiques de 1986 l'autogestion ne pèse pas, politiquement. Je crois qu'il faut le reconnaître dans la mesure où actuellement l'autogestion n'est pas reconnue de l'extérieur comme de l'intérieur, par ses acteurs, comme une identification sûre. Il y a effectivement, Demaldent le disait tout à l'heure, des gens qui se réclament de pratiques autogestionnaires partout, n'importe où, n'importe comment, et de ce point de vue l'une des fonctions de ce colloque et des débats que nous devrions avoir entre nous est celle d'une certaine classification de façon à ce que l'autogestion soit effectivement identifiable et soit à partir de ce moment-là, porteuse du projet alternatif. Si jamais il est répandu comme cela un peu partout, eh bien c'est un supplément d'âmes, c'est quelque chose de plus parmi un certain nombre de militants de l'ensemble de la gauche, et puis c'est tout.

Ce débat de clarification qui n'a pas la volonté de classer les bons et les mauvais, mais tout simplement d'y voir un peu plus clair, me semble d'une impérieuse nécessité dans la période, au moment où effectivement un certain nombre de gens qui ont été porteurs de l'autogestion (on a parlé de Rocard, de Maire...) ont fait avec le terme et même le concept, un certain nombre de ruptures importantes et il est nécessaire d'y voir un peu plus clair.

Lorsque, comme Maire, on dit l'autogestion c'est un mythe, ce n'est plus un modèle mais une simple démarche, on ouvre grandes les portes à un certain nombre de pratiques et, d'une certaine façon, on finit par théoriser dans le cadre d'une société, telle qu'elle est aujourd'hui, un certain nombre de démarches qui sont plus que douteuses. Ne serait-ce que tout accompagnement de la société telle qu'elle est, en trouvant ici ou là quelques parts d'initiatives, quelques espaces de liberté et puis,

rapidement, de généraliser à la fois l'expérimentation sociale, l'économie sociale, pour en faire les porteurs où les expérimentations d'une nouvelle société autogestionnaire.

Je crois que, de ce point de vue, il y a nécessité de clarification qui suppose qu'effectivement l'autogestion soit reconnue. C'est-à-dire qu'on y travaille sérieusement en termes de projet de société globale et qu'en même temps, en terme de démarche, on puisse là aussi s'y reconnaître.

Il y a eu, au cours du débat, des différents débats du colloque, un certain nombre de points. Je voudrais en reprendre un seul qui personnellement m'interroge beaucoup. C'est la relation par rapport au pouvoir dans la mesure où, bien souvent, on voit porter l'autogestion par ceux qui sont en situation de dominés. C'est vrai à l'intérieur des organisations. C'est vrai dans la société. Et d'une certaine façon, cette autogestion devient très vite ce concept, une espèce de caution qui est abandonnée lorsqu'on a pris le pouvoir.

C'est vrai dans les organisations. C'est vrai dans l'Etat. Il faut préciser davantage. Autant l'autogestion est, au moment où elle est portée par les dominés, créative, mobilisatrice, autant lorsqu'on arrive au pouvoir, on l'abandonne au niveau de l'efficacité.

Je ne crois pas que ce soit strictement parce qu'il y a des gens qui trahissent. Je crois que c'est beaucoup plus fondamental que cela. Et c'est donc à mon avis la confiscation d'un certain nombre de termes, de pratiques qui, là aussi, au cours de l'Histoire, ont laissé un certain nombre de traces qui font que la classe ouvrière, «des dominés », renvoient l'autogestion à un simple discours politicien. D'où la nécessité de préciser ce qu'est le contenu de l'autogestion.

Je terminerai en disant qu'il est significatif de voir que de nombreux théoriciens des années 1960-1968, théoriciens de la spontanéité, de la créativité, de l'autogestion, ont très vite rangé (presque au terme d'une overdose idéologique), renvoyé l'autogestion aux accessoires de l'idéologie "ringarde" pour en arriver au niveau de la real-politique. Il y a aussi, et cela a été remarquable dans ce colloque, une espèce de trahison des "clercs", des intellectuels, lorsqu'on voit que pour débattre des problèmes de l'autogestion aujourd'hui, ceux qui sont venus étaient en général des militants qui ont une longue carrière politique et il manque un certain nombre de théoriciens des générations des 30-40 ans. Soyons clairs, c'est précis de ce point de vue: il faut aussi renvoyer à ce fameux éclaircissement dont je parlais tout à l'heure. Je crois que ce qui caractérise les pratiques aujourd'hui, en tout cas, ce que tente de faire le P.S.U., c'est qu'effectivement à travers une démarche à la fois pluraliste et conflictuelle avec ceux qui mettent en avant la nécessité d'une alternative politique, il y ait en effet cet éclaircissement nécessaire des projets, des pratiques qui constituent l'autogestion.

. **Marie-Noëlle LIENEMAN**, *secrétaire nationale adjointe au P. S., député européen*: Comme tous les autres, je me garderais bien de représenter ici le P.S., personne ne peut le représenter. C'est ce qui fait son charme. Je crois pouvoir représenter une partie non négligeable du P.S. Il me semble qu'on ne redonnera pas à l'autogestion une actualité en se fondant sur les frustrations de cinq ou six ans de gouvernement de la gauche. Je crois qu'au contraire, ce qui est intéressant c'est de voir les mutations, les changements qui, depuis que la gauche est au pouvoir, se sont opérés dans son sein et dans la société française et qui peuvent être, pour

l'autogestion, l'occasion de retrouver une nouvelle jeunesse.

Première chose, la gauche est en quête d'identité. On se rend bien compte qu'avec à la fois la confrontation du pouvoir et à la fois parce que nous vivons des mutations extrêmement complexes, globales, toute une série de dogmes, de réalités ou même de pratiques, qui avaient fondé la gauche dans les années d'après guerre, et jusqu'aux années post-68, s'avèrent désormais caduques, et de fait sont en partie abandonnées. Pour autant, une autre vision des choses, d'autres projets, d'autres valeurs n'apparaissent pas clairement aux yeux de l'opinion qui sent que la gauche n'est plus ce qu'elle était. mais ne voient pas plus ce qu'elle sera.

Quels dogmes et quels mythes se sont effondrés'? Je crois qu'il est important de le voir. Il me semble que le marxisme est désormais, et je dirai l'anti capitalisme, assez disqualifié. On a longtemps cru qu'il suffisait de changer les modes de production pour changer les rapports sociaux. On se rend compte que ce n'est pas le cas, que l'URSS, sans vouloir caricaturer, car c'est vrai également en Chine, en Yougoslavie, c'est vrai partout, et pas simplement à cause du goulag, toutes les expériences de changement des modes de production, d'appropriation collective ou même bureaucratique, étatique, n'ont pas modifié considérablement les rapports sociaux.

A la suite de cela, on a beaucoup parlé sur la disparition progressive de la sphère marchande de la société. Or, tout ce qu'on voit se développer partout dans le monde est l'inverse, quels que soient les régimes, quelles que soient les latitudes. Je crois que toute une tradition révolutionnaire, fondée sur l'anti capitalisme et le marxisme, ne colle plus et ne mobilise plus la classe ouvrière, le monde ouvrier, les déshérités, les plus démunis, selon la grille de lecture qu'on choisit pour analyser la société.

Le deuxième type de mythes, de dogmes qui s'effondrent, c'est le mythe social-démocrate qui s'est constitué en Europe occidentale avec l'idée d'un Etat redistributeur par qui les fruits de la croissance allaient être redistribués dans une société où on essayait de faire jouer à l'Etat le rôle de compensation à des inégalités dont on avait le sentiment qu'on ne pouvait pas les attaquer à la racine, parce que le mode de production nécessitait la hiérarchie, qu'il fallait estomper avec des compromis, parce que la nécessité de produire a ses lois.

Quand on a tiré un certain nombre de richesses, au lieu d'essayer de produire différemment, il s'agit de redistribuer ces richesses pour combler les inégalités dans la société. C'est l'Etat-providence. C'est le modèle social-démocrate, avec la redistribution par l'impôt...

Troisième type de mythe, et cela c'est plutôt dans [la tradition social]-démocrate, il ne faut pas croire que le mouvement autogestionnaire dans tout ce qu'il a représenté de confus et de divers depuis sa création, passe à travers les gouttes des mythes à remettre à l'ordre du jour.

Le grand mythe du mouvement social d'en bas, type mai 1968 amorti, ou type 1936 amélioré, à mon avis, en a pris aussi un grand coup...

Le type de mythe qu'il faut faire tomber est le grand mythe des luttes dans les périodes de mutation que nous connaissons, les périodes de crise, Ce ne sont pas les stratégies de lutte qui apparaissent comme les plus susceptibles de convaincre les gens. Pourquoi ? Parce que l'on a de plus en plus le sentiment (cf. le livre de De Closets *Toujours plus*) que les luttes sont finalement menées par ceux qui peuvent se permettre de les mener et avoir un rapport de force favorable. En l'occurrence,

n'importe quel informaticien d'Air France qui fait grève a les moyens de faire pression sur sa compagnie de manière plus forte que n'importe quelle autre catégorie de personnel par exemple les chefs balayeurs. Toute une série d'exemples du bouquin de De Closets me paraissent fondés, c'est-à-dire que la lutte finalement est payante pour des gens qui sont déjà dans des situations de rapport de force privilégié, et les gens en ont confusément le sentiment. Je crois effectivement que lorsque la société est en mutation, elle sent qu'elle est menacée à la fois de déclin international, ce qui est relativement vrai pour les pays européens en terme technologique, économique, etc. Elle se sent menacée dans son unité. Le péril est réel. Les risques de société duale sont énormes: les citoyens s'en rendent compte, et ont plus des aspirations à voir des pratiques qui modifient l'ensemble du corps social que des mobilisations pour des stratégies d'affrontement interne à la société relativement ponctuelles. Toute une série de choses ont été mises à bas avec la confrontation de pouvoir et parce que nous vivons des mutations profondes. Alors, est-ce que l'autogestion, dans ce cadre-là, peut être un nouveau ciment pour redonner une identité à la gauche '? Je pense que si elle le peut il y a déjà une exigence essentielle qui est de lever un certain nombre d'ambiguïtés.

Les ambiguïtés résident en particulier sur l'idée de ce que l'on appelle autogestion. Est-ce que l'on pense pouvoir collectif ou partage du pouvoir'? Or, cela peut paraître très abstrait; mais quand finalement je lis aujourd'hui la revue théorique du P.C, *Les Cahiers du communisme*, et l'autre revue où l'on parle beaucoup d'autogestion, je pense que c'est parce qu'on fonde l'analyse de l'autogestion sur l'idée du pouvoir collectif, c'est-à-dire qu'on reprend l'idée du peuple uni qui se révolte contre les bureaucraties, contre les capitalismes, cette vieille aspiration à trouver une représentation du peuple et de la classe ouvrière capable de saisir collectivement le pouvoir. Je crois cela complètement dépassé, parce que la société française est beaucoup plus éclatée - plus complexe -toutes les expériences de pouvoir collectif ont quand même été des expériences de pouvoirs totalitaires même si elles ont été plus ou moins supportables et donc je crois que l'autogestion doit délibérément se placer dans la logique du partage du pouvoir, ce qui nous sort un peu de toute une série d'imaginaires, par exemple, le côté expérimental et tout à fait novateur du secteur social ou des coopératives.

Tout le monde sait d'abord que toutes les expériences au bout de dix ans trouvent des formes d'organisation internes à l'entreprise qui sont tout à fait similaires à d'autres sociétés plus avancées socialement, des sociétés capitalistes éclairées sont aussi originales que le sont certaines coopératives ou certaines mutuelles. Le problème n'est plus celui de conquérir pour la base qui serait opprimée un pouvoir, mais bien de trouver dans notre société des façons de faire que chaque citoyen soit partie prenante des décisions qu'il vit, et de l'ensemble des décisions prises par la collectivité, qu'elle soit régionale ou nationale.

C'est plus un processus de démocratisation qui aujourd'hui est essentiel, l'idée du partage du pouvoir, qu'une revendication de pouvoir à la base. Deuxièmement: lever des ambiguïtés, l'autogestion est apparue comme étant simplement «small is beautiful », être près des "solidarités de voisinage », il faut des petites entreprises, Je pense que nous trouverons quelques pistes de sortie de crise par une vitalisation de la micro-économie, Pour autant, je crois que l'on ne peut pas tout parier sur ce mouvement-là.

Il y a en effet, avec les modes de communication, des phénomènes complexes qui

permettent de se rattacher les enjeux locaux - micro-économie de voisinage -

et les enjeux plus généraux - transversaux de réseaux qui font que toute l'imagerie autogestionnaire sur le petit groupe de base qui fait partie des choses à abandonner. Il me semble qu'il y a des points forts qui doivent donner à l'autogestion sans doute une nouvelle actualité - derrière la montée du libéralisme. Il y a effectivement des mouvements extrêmement contradictoires qui s'opèrent.

Il y a une montée de deux grandes valeurs qui sont l'autonomie et l'initiative - c'est vrai que dans la montée de l'idée d'autonomie, ou dans l'individualisme, il y a toujours eu deux mouvements: un mouvement très égoïste de repli sur soi, mais aussi un mouvement de revendication : l'individu qui revendique sa liberté, sa dignité, et donc veut s'affirmer et qui refuse, c'est l'insurgé qui se lève. Je crois que l'on a ce mouvement aujourd'hui. Autrement, la valeur d'initiative, qu'elle soit individuelle ou collective, me semble être remise à l'ordre du jour avec celle de l'idée d'entreprise qui là aussi peut être caricaturée comme étant l'entreprise, lieu unique d'exploitation, mais dont on peut penser que si l'initiative n'est pas confisquée par un petit nombre, la classe des dirigeants et la classe des possédants, et qu'elle est démocratisée, nous aurons des profondes transformations de la société qui sont déjà en train de s'opérer.

L'autre thème, malgré l'image que l'on a d'un libéralisme débridé de nouveau en montée dans notre société, c'est le thème de la solidarité. Ce qui est mis en cause, ce n'est pas tant l'idée de la solidarité que les formes qu'elle a prises. C'est vrai que la contestation de l'Etat est une donnée importante et justement intéressante pour les autogestionnaires. L'objectif de moins d'Etat, mais un Etat plus animateur, me paraît être aussi aujourd'hui en germe dans la gauche et susceptible de donner là aussi une concrétisation à ce qui était un thème très fort de l'autogestion. Aujourd'hui, ce n'est pas tant en termes de projet de société que les choses se jouent. Je crois qu'il n'y a plus de projet de société. Les gens n'en attendent plus rien. Ils ont le sentiment qu'il y a quelque chose de tellement totalisant dans le projet de société qu'il apparaît inadapté et qu'ils ont l'impression que leur propre initiative, leur liberté, ne sera pas garantie.

C'est donc plutôt autour d'un triptyque des valeurs-force: autonomie, recherche d'action et de vie collective. solidarité, initiative que l'on pourra reconstruire à travers des objectifs concrets. C'est autour de ça que le mouvement autogestionnaire a à travailler. Je pense en particulier à la nature de l'Etat en France, au système de protection sociale et aux mécanismes de solidarité. Je pense au problème du temps de travail, sur lequel le gouvernement a fait beaucoup. Le gouvernement ce n'est pas que les six premiers mois de 1981. Depuis beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. La loi sur l'aménagement du temps de travail et les 39 heures est profondément favorable à une logique de type autogestionnaire. Il faut sortir du témoignage, de l'expérimentation. Je ne crois pas que les perspectives du mouvement autogestionnaire doivent être une perspective de groupuscules qui cherchent à rassembler les miettes. La perspective la plus importante du mouvement autogestionnaire est de diffuser un certain nombre d'idées-force qui doivent permettre à la gauche de retrouver une identité justement autour de ces valeurs, autour d'objectifs concrets et autour de pratiques qui mettent chacun en situation de responsabilité et de pouvoir partagé.

. Alain LIPIETZ : Je suis assez partagé sur l'appréciation que l'on peut porter sur l'idée d'autogestion et ce à quoi elle peut encore servir. Autant je suis d'accord avec Denis Berger sur le caractère actuel de l'autogestion dans le cadre très large qu'il lui a donné, autant je suis d'accord avec la dernière intervenante sur le caractère totalement ringard du mot même par rapport à l'opinion publique, à ce qui se débat aujourd'hui. Il y a un vrai problème. On peut dire en général, c'est la faute des autres ou c'est notre faute. Je crois que les deux sont vrais et très brièvement je vais voir les deux aspects.

C'est la faute des autres (ceux qui n'étaient pas vraiment autogestionnaires), globalement toute la gauche institutionnelle. L'autogestion est un concept venu de 1968, qui s'est diffusé vers les sommets des grands appareils de la gauche et a atteint son maximum vers 1977 et au fur et à mesure que l'on approchait du pouvoir a disparu dans les deux partis (P.C., P.S.) et les deux tendances comme thématique au moment de l'arrivée au pouvoir. A l'intérieur du P.S. aujourd'hui, aussi bien les deux ailes idéologiques, que ce soit Chevènement ou Rocard, le discours autogestionnaire a complètement disparu de leur vocabulaire. Pourquoi? Parce que simplement, ils n'étaient pas autogestionnaires. Dès le départ, il y avait la récupération: je suis pour la récupération lorsque l'on se bat pour quelque chose, pour que l'autre finisse par accepter. Quand on se bat c'est toujours pour être récupéré. La récupération par la gauche institutionnelle du thème de l'autogestion vers le milieu des années 70 ne faisait que prendre en compte l'aspiration des individus et des groupes à prendre leurs affaires en main. Et cette thématique a toujours été pour cette gauche une pièce rapportée, même si, par le biais des militants qui entraînent au P.C. et au P.S., elle existait physiquement dans ces partis.

Quelle était au fond l'idéologie de cette gauche que pour simplifier j'appellerai la gauche de reconstruction? C'est bien l'idée que le progrès, c'est le progrès de l'industrie qui débouche sur le progrès social et qui passe par le progrès de l'état. Tout le reste, effectivement, est supplément d'âme. C'est une conception ancienne, partielle, dans l'histoire du mouvement ouvrier, et dans l'histoire des luttes populaires depuis bien plus longtemps, mais qui trouve son heure de gloire lorsque le développement capitaliste est justement conforme avec cette aspiration. Il y a en effet dans le développement capitaliste de l'après-guerre une concomitance, un parallélisme entre le progrès social, le progrès industriel et le progrès de la réglementation étatique, ce que certains économistes ont appelé le fordisme.

Face à l'arrivée au pouvoir, la gauche s'aligne simplement sur ce qu'elle est fondamentalement, le supplément d'âme n'est plus porté que par des secteurs minoritaires de l'appareil de gauche. que ce soit l'appareil du parti ou l'appareil d'Etat dirigé par la gauche. Je pense aux choses remarquables qui ont été faites dans la commission animation sociale des quartiers, une partie du travail effectuée par Banlieue 89, la commission Schwartz qui représente certainement ce qu'il y a eu de plus novateur et qui laissera des traces de ce passage de la gauche. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'aujourd'hui on n'en fait plus son drapeau. Je parcours ma circonscription en regardant ce qui s'est passé de bien pendant la gauche. Je vois beaucoup de choses, mais ça ce n'est pas le drapeau, y compris dans une circonscription dont le leader du P.S. est Bonnemaïson où il y a eu des choses bien faites. Je m'interroge. Comment cette gauche, face à l'impossibilité d'appliquer plus ou moins son propre programme, a plus ou moins pris en compte ce qu'elle avait accepté comme un supplément d'âme en 1977-1978. Je constate: ça a d'abord été ce

recodage massif de l'idée "prenons en mains nos propres affaires", en l'idée, "vive la libre entreprise ». Et ça je crois que c'est " le péché contre l'esprit" de cette gauche. C'est beaucoup plus grave que tout. Quand on s'indigne de l'attitude du jeune Cyril en face de Mitterrand, ce jeune crétin qui dit que l'important pour un jeune de son âge c'est de créer son entreprise et d'éliminer les montagnes de beurre. Quand on voit à la TV un groupe d'enfants 10-14 ans qui se rassemble pour jouer à la Bourse, je pense que ces gens-là nous renvoient à la figure l'image des valeurs que la gauche au pouvoir a finalement, dans la dernière partie de la législature - quand l'idée du développement par l'Etat a été abandonnée, sous la pression des faits, tout ce qui restait de l'idée de la modernisation par la libre entreprise, c'est ça que cela a donné. On a commencé avec le Panthéon, et on finit par Disney Land et par Canal 5.

Dans ces conditions, est-ce que l'autogestion peut offrir une réponse à ce désastre idéologique et culturel?

Nous sommes en gros en 1962. Le P.C. fait de très belles affiches que Maurice Clavel aurait pu signer: "L'important c'est de ne pas désespérer», "L'important c'est de ne pas se résigner ». Le problème c'est que le P.C. n'offre strictement aucune alternative, à la simple reproduction de l'idée du progrès fondée sur l'Etat, le développement quantitatif de l'économie, et l'euro partage, le compromis ancien encore porté par la gauche en 1970. Il appelle à résister à la vague du libéralisme mais n'apporte pas d'alternative. L'autogestion peut-elle le faire? Et j'aborde l'autre aspect cette fois-ci autocritique. Si aujourd'hui l'autogestion apparaît comme ringarde, il faut bien voir que les intellectuels de 30-40 ans n'ont pas apporté par le biais de l'autogestion une réponse aux questions réelles posées par la crise. Il y a des faiblesses au centre de l'idée d'autogestion, à côté de sa richesse fondamentale qui est de prendre en main ses propres affaires.

Ses faiblesses ont été partiellement pointées par Lieneman tout à l'heure. Je voudrais insister sur deux manques fondamentaux dans l'idée d'autogestion, telle qu'elle a été véhiculée par les autogestionnaires historiques: son caractère partiel et, deuxièmement, son caractère formel. Dans la mesure où elle centre sur les unités économiques - une par une - elle ne répond pas au problème tel qu'il est apparu dans la crise qui est: qu'est-ce qu'on fait des industries en déclin. quelles sont les nouvelles valeurs d'usage qu'il faut produire, etc. Ce n'est pas en auto gérant des unités économiques que l'on répond à ces questions-là. C'était apparemment ces questions-là qui étaient posées dans la crise. Vous me direz: «Oui, mais ceux qui parlaient d'autogestion au niveau historique: la C.F.D.T. depuis 1970 a aussi parlé d'autre chose: de la planification démocratique. » Or la planification démocratique a été également abandonnée pour d'autres raisons qui tenaient au caractère formel de sa définition: la planification démocratique est une question, ce n'est pas une réponse. Comment fait-on pour planifier démocratiquement? Et toutes ces questions-là, comment les unités économiques peuvent rentrer en rapport les unes avec les autres? peuvent définir collectivement ce qu'il y a à faire ? Ces questions-là ont été très peu abordées par les autogestionnaires.

Quand le grand problème de la législature a été les reconversions et le développement des industries nouvelles, l'autogestion, les théoriciens autogestionnaires historiques n'avaient pratiquement rien à dire sur le sujet. Le second problème : le caractère formel. beaucoup trop formel dont on a conçu l'autogestion. Rien que le mot, autogestion, cette espèce de mélange savant d'un mot latin et d'un mot grec, centré sur l'idée d'autogestion, c'est une expression

meilleure de la base dans les décisions de gestion telles qu'elles s'expriment au sommet de l'unité économique. D'une certaine façon, l'autogestion a fonctionné comme l'idée d'une extension à l'intérieur de l'entreprise de la démocratie formelle qui existait dans la société - avec tout ce que dit Daniel Richter, avec l'idée que l'autogestion a fonctionné comme supplément d'âme à une délégation de pouvoir renforcée à des mandataires, Le problème c'est que dans la crise actuelle ce qui est en question ce n'est pas comment mieux décider la gestion de l'entreprise, c'est un niveau beaucoup plus réel: la question des nouvelles technologies, les nouvelles qualifications, etc, Alors, sur ce bilan un peu morose, je ne voudrais pas conclure en disant ça ne sert à rien. Puisque l'on a gardé dans le titre de notre liste «Les alternatifs, les autogestionnaires, les verts ». L'aspiration telle que l'a désignée Denis Berger, et comme l'a rappelée Marie-Noëlle Lieneman, à l'autonomie, à la capacité de prendre ses affaires en main, et la combinaison de cette idée-là avec la solidarité. je pense que ces deux pôles: solidarité et prendre ses affaires en main issus des aspirations de 1968, sont effectivement deux valeurs autour desquelles vont s'accrocher le futur mouvement très progressiste du XXI^e siècle. C'est-à-dire ce qui va, au XXI^e siècle, remplacer par transformation réciproque, ce qu'a pu être le socialisme au XX^e siècle. Et comme formulation provisoire, l'autogestion, si l'on entend par là prendre ses affaires en main, est à coup sûr l'un des deux pôles de la contradiction que nous avons à résoudre: comment prendre ses affaires en main tout en bâtissant une cité solidaire.

En ce sens, oui, l'autogestion est un des deux axes sur lesquels reconstruire les forces politiques de l'avenir. Alors il faut bien voir que prendre ses affaires en main, cela veut dire très concrètement réfléchir à la façon dont les travailleurs eux-mêmes peuvent prendre en main le changement technique, comment les travailleurs vont s'insérer dans la mutation technologique et faire tourner dans un autre sens ces mutations technologiques qui pour l'instant tournent majoritairement vers encore plus d'exclusion des travailleurs, de la maîtrise du processus productif. C'est la robotisation sans fin (c'est la voie de Fiat), soit vers une implication des travailleurs dans la gestion du changement technique, mais d'une façon individualiste et en exacerbant la compétition, c'est la voie japonaise. Réfléchir à une implication des travailleurs dans la bataille pour la productivité et la qualité qui soit fondée à la fois sur la prise en main de leur propre travail et la solidarité. Je crois que c'est le fond de la pensée progressiste dans la bataille pour l'issue à la crise.

Deuxième aspect fondamental. la question à l'extérieur de l'entreprise: des rapports entre la définition des besoins et la question de la protection sociale, de l'Etat-providence. Là encore il y a une bataille terrible au nom du libéralisme pour laisser tomber la solidarité, que chacun se démerde et que le meilleur gagne. C'est la voix régalienne, d'accord, mais on ne peut pas y répondre en maintenant purement et simplement la répartition en monnaie, en quoi avait consisté le compromis keynésien.

La deuxième grande bataille, me semble-t-il, est la façon dont les forces progressistes nouvelles, encore une fois que ce soit de nouveaux pôles politiques, que ce soit par le débat avec ces nouveaux pôles politiques, l'autocritique des pôles anciens (PC, PS). Le deuxième thème sur lequel il va falloir plancher après le débat, c'est la question de la façon dont un secteur alternatif. C'est-à-dire créant à la fois de l'emploi, de la reconnaissance sociale et des valeurs d'usage pourra se développer sur la base de l'ancien Etat-providence, purement monétaire, qui avait été arraché

au cours des quarante années précédentes.

Je conclus très rapidement en précisant ce que j'entends par les deux remarques que j'ai faites de façon allusive concernant soit des forces politiques nouvelles, soit l'autocritique des forces anciennes.

De la même façon que le socialisme, dès l'instant qu'il est né comme successeur du libéralisme, comme représentation du progrès à la fin du XIX^e siècle, s'est tout de suite partagé entre des versions radicales et des versions modérées, il faut s'attendre à ce que demain les forces autogestionnaires, alternatives et écologistes, offrent de nouvelles représentations de ce qu'est le progrès, le parti du mouvement, le parti de ceux qui se battent. Et là j'ai beaucoup souffert sur ce qu'a dit Lieneman sur le rejet de la lutte. Je pense tout de même que la lutte, la lutte des opprimés, est le moteur de l'Histoire et ce n'est pas parce que les O.S. de l'automobile ont subi de lourdes défaites en 1981, 1982, 1983 sous le pouvoir de gauche, qu'il faut penser que seuls les aiguilleurs du ciel peuvent se permettre de se battre. Dans les luttes futures, il y aura forcément des débouchés modérés et des débouchés radicaux et nous aurons à penser les rapports entre ceux-là. Et dans la formation de pôles politiques, nous aurons à penser la coexistence de forces politiques qui voudront aller très loin dans la voie d'une autre façon de vivre, et de travailler, très loin, dans le réaménagement du temps, très loin, dans le réaménagement des rapports sociaux dans l'entreprise, entre les unités de production et les usagers, et d'autres, qui mettront beaucoup plus l'accent sur le maintien des grands équilibres, l'insertion internationale, et qui considéreront les autres comme des suppléments d'âme.

Mais cette dialectique entre les deux est une dialectique positive. Elle est beaucoup plus positive que l'absorption de tous dans un vaste parti, tel que nous l'avons en Angleterre où nous avons une oscillation qui aboutit, tantôt à des forces radicales qui l'emportent dans le parti travailliste (à ce moment-là le parti travailliste baisse dans l'opinion), tantôt on les étouffe et à ce moment-là le parti travailliste a des chances de remonter, mais personne ne porte la voix d'un autre projet de société. Autrement le dispositif allemand, où il y a des forces politiques radicales, autogestionnaires, écologistes et alternatives, et d'autre part des partis plus classiques mais qui se transforment au contact des premiers, me paraît beaucoup plus positif.

Bernard RAVENEL, *membre du bureau politique du P. S. U.* : Lipietz parle de débâcle de la gauche traditionnelle. Je pense que ce terme concerne aussi les autogestionnaires dans une certaine mesure et c'est à partir de cet angle de vue que j'essaierai de lancer le débat. Le P.S.U. s'est présenté comme le parti de l'autogestion et a élaboré une stratégie en 1970-1972 de type autogestionnaire. Il a même élaboré des éléments de programmes de type autogestionnaire qui se sont à peu près constitués en 1978 au conseil national de Limoges.

Entre-temps, il y a eu Lip qui a été en quelque sorte une application sur le terrain d'un certain type de stratégie autogestionnaire. Et finalement cette stratégie était liée à un autre aspect, c'était la réalisation de l'unité populaire considérée comme nécessaire pour battre la droite politique et sociale, et d'autre part un programme qui soit un peu le porte drapeau de la gauche, étant donné qu'à un moment la gauche classique s'est prononcée pour l'autogestion et a réfléchi et pas seulement au sommet. Il y a eu descente des idées autogestionnaires dans les couches sociales influencées, y compris à la C.F.D.T. Ce n'était pas seulement un fait de sommet. Une

aspiration est née en 1968 mais qui n'est pas morte après 1968.

Elle s'est modifiée. On pouvait espérer que la perspective sur laquelle nous nous étions situés allait pouvoir déboucher. Que s'est-il passé ? Il y a eu, au point de vue stratégie unitaire, une unité des forces du mouvement ouvrier qui s'est faite, sans nous - cette stratégie unitaire pour laquelle il nous semblait indispensable de militer s'est faite sur un programme: le Programme Commun, qui n'avait rien d'autogestionnaire, et d'ailleurs Juquin l'a bien reconnu dans son livre récemment. Dans une certaine mesure, il y avait là un problème. La victoire de 1981 est arrivée, à laquelle le mouvement autogestionnaire n'a contribué que d'une manière marginale. On pouvait quand même considérer que cette victoire de 1981 était une victoire populaire et en quelque sorte le fait de décrocher une première tranche de pouvoir par rapport à la droite. Elle ouvrait donc une perspective comparable à 1936, l'aspect institutionnel du pouvoir et la masse s'engouffrant dans la brèche ouverte.. .

Une perspective autogestionnaire aurait pu se redéployer dans ce nouveau contexte. Il est apparu. je n'y reviens pas, que la gauche institutionnelle n'a pas mené à bien cette perspective autogestionnaire, mais que les autogestionnaires eux-mêmes ont été dans l'incapacité de se situer dans leur propre perspective et de la faire avancer.

La débâcle concerne aussi un certain type de perspective autogestionnaire telle que nous avons voulu la construire pendant les années qui ont suivi 1968. Et quand je vois la C.F.D.T. qui s'est constituée là-dessus, ne plus choisir pour les élections ni droite ni gauche, c'est pour moi une défaite considérable de l'idée autogestionnaire dans le mouvement social. Et pourtant, dans une certaine mesure, la situation objective crée les conditions meilleures pour l'autogestion aujourd'hui, même si sur le plan subjectif les conditions sont mauvaises. Quel est le rôle qui me semble être celui d'une force politique?

Je crois d'abord que les conditions objectives sont plus favorables, d'abord parce que les nouvelles formes de travail. les nouvelles formes de production, introduites par la révolution technologique, les nouvelles compétences, les rôles nouveaux, les niveaux culturels, développent des aspirations très différenciées mais qui justement vont dans le sens de la volonté de prise en main de son travail, pour ceux qui voudraient vivre et travailler dans une société utilisant ces nouvelles technologies. La révolution technologique crée de meilleures conditions pour la perspective autogestionnaire.

Quelles sont les responsabilités pour une force politique ?

La première: constituer toujours le rôle d'intellectuel collectif que, d'une manière ou d'une autre, elle doit jouer, en essayant de synthétiser les éléments de programme nécessaires à un moment politique donné. Pas seulement au niveau du travail. mais au niveau de la vie quotidienne, et j'y introduis le problème de la revendication écologiste et le problème de la revendication du mouvement des femmes tout à fait interne à cette logique là.

Le deuxième aspect: c'est essayer malgré tout de recomposer des objectifs de luttes unitaires concernant l'essentiel des forces politiques et sociales du mouvement populaire. On n'en sort pas de cette nécessité-là, même si elle apparaît à un moment donné complètement utopique. Ces objectifs ne peuvent être que des objectifs

défensifs dans une période difficile, avec un rapport de forces difficiles et qui le sera encore plus après le 16 mars 1986.

Cela me semble être une nécessité incontournable.

Troisième objectif: à l'intérieur de cette mobilisation de lutte, maintenir un débat permanent de façon à ce que les objectifs puissent être rediscutés au moment même des luttes, au moment des confrontations, et en dehors des luttes, envisager une re discussion. De façon que les programmes ne soient pas seulement imposés d'en haut, par des partis et des syndicats, mais qu'ils soient redéfinis par les travailleurs eux-mêmes.

Le rapport entre unité de sommet et unité de base très mal résolu dans un certain sens par la gauche doit être complètement repensé de cette manière pour précisément créer de nouvelles formes d'unité populaire et autogérées à leur manière. Et je prendrai un exemple pour un petit peu contribuer à ce qu'a dit Lipietz tout à l'heure, le problème de la reconversion. C'est l'exemple de la Lorraine, On peut imaginer, à partir de cet exemple, ce que peut être le type d'activité d'une force politique et syndicale en terme de perspective autogestionnaire, Je crois qu'au moment de la crise de la sidérurgie lorraine, il était indispensable que les forces autogestionnaires essaient de susciter en Lorraine des " assises régionales" sur le problème de l'emploi, auxquels auraient participé non seulement les travailleurs de la sidérurgie, mais aussi les organisations de consommateurs, les chômeurs, que ce soient les jeunes, les femmes (dans une région de type sidérurgique, on ne peut pas dire que les femmes aient beaucoup de travail), les écologistes - parce que la sidérurgie comme type d'activité non polluante n'est pas évidente, faire participer des techniciens, des économistes, etc. Redéfinir un nouveau type d'activité territoriale au niveau de la région lorraine. La question de la reconversion pour un autogestionnaire devait se poser dans ces termes-là. Faire participer l'ensemble des forces concernées, l'ensemble des secteurs économiques, sociaux, les collectivités locales et, pourquoi pas, une partie du patronat. Jen'en sais rien. Et bien sûr l'Etat en tant que puissance publique, C'est à partir de cette reprise en main par les gens concernés que peut se définir une politique autogestionnaire tant du point de vue économique, social, que sur la forme politique et faire intervenir les gens dans un projet de société qui est à inventer d'ailleurs dans la période qui s'ouvre.

Je conclurai en disant qu'à partir de cet exemple, l'avenir qui se présente pour nous n'est pas facile. Mais qu'il passe par une confrontation dans les luttes, il ne passe pas par une définition immédiate de la future organisation politique. Je crois que tant que l'on n'a pas fait une autocritique radicale d'un certain type de fonctionnement des organisations politiques de gauche et d'extrême-gauche, le problème de l'organisation politique ne peut pas se poser de manière crédible pour les gens actuellement concernés. On va passer par une période qui mêlera critiques, luttes et redéfinition des objectifs qui sera nécessaire pour qu'on parle après des formes politiques nouvelles à réinventer. Parce que je crois que là, la débâcle est réelle et qu'elle ne sera pas du jour au lendemain surmontée. De ce point de vue-là, cela implique toutes les forces de gauche concernées, précisément par cette débâcle, car on ne fera pas une troisième organisation révolutionnaire, une troisième force en quelque sorte susceptible de remplacer les deux autres. Je n'y crois plus du tout, le problème sera beaucoup plus compliqué dans la période qui s'ouvre, Je laisse ouverte la question.

. **Victor LEDUC:** Il y a plus que des nuances dans les différentes interventions, il y a des points d'accord - et aussi des points à discuter - nous allons passer aux interventions de la salle,

. **Michel PABLO:** Je crois que l'actualité de l'autogestion est différente, qu'il s'agisse des pays capitalistes avancés comme la France, des pays de l'Est, des pays du tiers monde. Ici, les projets, aussi bien de la bourgeoisie et malheureusement de la gauche traditionnelle surtout social-démocrate et socialiste, vont dans le sens d'une meilleure efficacité de l'appareil productif capitaliste dans les conditions ouvrières actuelles régnant sur le marché mondial. De ce point de vue, l'idéal de l'autogestion est aujourd'hui en baisse. Je crois que d'autres conditions existant dans les pays de l'Est et du tiers monde, réchauffent l'intérêt pour l'autogestion. Dans les pays de l'Est, le vent est actuellement à la réforme économique. Mais plusieurs comprennent qu'il ne peut y avoir réforme économique sans aussi réforme politique et commencent même au niveau les plus hauts; même en URSS on a flirté avec l'idée de l'autogestion, avec l'idée d'une intervention plus active, plus réelle, des travailleurs aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine politique, Bien sûr, je n'ai aucune illusion sur l'extension que pourrait prendre la libéralisation politique dans les pays de l'Est. Je dis que par leur nature, ces pays sont obligés constamment de flirter avec l'idée d'autogestion sans être capables de l'appliquer réellement.

Je dirai aussi qu'il existe des conditions actuellement dans plusieurs pays du tiers monde qui suscitent un intérêt totalement nouveau pour l'autogestion. Qui connaît tant soit peu l'inefficacité de l'Etat capitaliste dans les pays du tiers monde, les désastres dans lesquels passent maintenant ces pays depuis quinze ans, qui connaît tant soit peu ce qui se passe dans les banlieues immenses des grandes villes du tiers monde, peut comprendre qu'il y a actuellement une série de mouvements qui soutiennent que la solution d'au moins une partie de leur problème urgent c'est l'auto-organisation. l'autogestion de leurs affaires, etc.

Je crois qu'il y a un avenir très important du mouvement à caractère autogestionnaire dans divers pays du tiers monde. Un dernier mot, le concept de l'autogestion à mon avis n'a pas de sens s'il ne s'agit pas de l'autogestion sociale, généralisée, et pas seulement de l'autogestion limitée soit dans les entreprises, soit dans un domaine quelconque de la vie sociale. Il faut élaborer, approfondir le concept de l'autogestion sociale, généralisée comme «l'utopie» absolument indispensable à la gauche en général, mais aussi de toute notre société.

Je ne crois pas qu'il peut y avoir une société vivante, qui peut correspondre à ce que demandent les nouvelles générations, sans un projet de société. Je suis absolument désolé lorsque je vois des militants de grandes organisations de gauche parler de pragmatisme, de réalisme et dire que l'heure n'est pas à un projet de société. Mais quelle réponse vont-ils donner à ce que demandent des milliers et des milliers de gens dans le monde, à notre propre jeunesse dans les pays capitalistes avancés ')

Je crois que le projet de société aujourd'hui, c'est l'équivalent du contenu réel et concret et unique du mot socialisme, c'est l'autogestion sociale, généralisée, c'est la république autogérée vers laquelle tendent actuellement les travailleurs et la société polonaise. Car les projets de l'autogestion sociale et généralisée, de la république autogérée ne concernent pas que les travailleurs, mais aussi tous les citoyens d'un monde, celui dans lequel nous vivons.

. **Daniel BACHET**, *du CES TA* : Je travaille donc dans cette maison. Je ne suis pas directeur de cette maison. Je suis responsable du seul programme qui a un rapport avec les débats d'aujourd'hui: dimension sociale de l'action dans l'entreprise.

Je ferai un bref rappel de ce programme. Il s'agit d'une conception assez libérale des choses. Après avoir rencontré un certain nombre de partenaires sociaux, quand je dis un certain nombre, c'est l'ensemble des partenaires sociaux, c'est-à-dire aussi bien des chercheurs, des syndicalistes, des chefs d'entreprise, nous avons remarqué qu'il existait deux grandes options - schématiquement - une première option qui consiste à stimuler l'implication des salariés dans le cadre des entreprises telles qu'elles fonctionnent à l'heure actuelle (nous avons affaire là aux cercles de qualité, aux cercles de progrès). Il s'agit de solliciter les rapports de travail pour mieux vivifier le capital. Pour les gens qui se réfèrent à ce type d'approche des problèmes, on peut dire que pour eux, le capitalisme est vraiment l'horizon indépassable de leur temps. Il y a au contraire une seconde approche qui consiste à partir des collectifs de travail, quand ceux-ci tentent de proposer un projet de transformation, des structures d'organisation et des relations sociales dans le travail. Il s'agit là véritablement de changer les rapports de travail. Alors je crois que dans une perspective autogestionnaire, il ne faut surtout pas sombrer dans un discours de type positiviste... c'est-à-dire considérer l'entreprise comme un lieu autonome, mais penser à l'articuler en permanence avec des formes institutionnelles nouvelles, c'est-à-dire en fait trouver des niveaux politiques plus pertinents que ceux qui existent aujourd'hui.

Nous arrivons au terme d'un mode d'accumulation que les économistes de la régulation, comme Lipietz, ont appelé mode d'accumulation intensif. C'est donc un ensemble de rapports économiques, sociaux et institutionnels qui se cherchent dans lequel l'autogestion peut parfaitement trouver sa place. Je crois cependant que le capital s'étant mondialisé, un certain nombre de conditions devraient être réunies sur lesquelles il convient de réfléchir tous ensemble. Ce sont les rapports Est-Ouest, ce sont les rapports avec les pays du tiers monde. Je crois effectivement que dans cette perspective je suis en parfait désaccord avec Lieneman qui, de son côté, sectorise, autonomise complètement les problèmes. Je pense que, contrairement à elle, tout projet de transition vers un système de type autogestionnaire suppose précisément un projet de société, c'est-à-dire un projet politique au sens fort du terme.

. **Intervenant** qui ne s'est pas présenté (*extraits*) : Ce matin, en sortant d'ici, je suis tombé sur une affiche où il y avait autour de M. Fabius des membres du gouvernement, des ministres, bien éclairés, bien vêtus dans un beau décor. Et il y avait un slogan qui disait: «Prenons une France d'avance ». Quelqu'un peut-il m'expliquer ce que cela peut vouloir dire, car je ne le vois pas. Je crois comprendre que c'est un slogan vide qui sonne bien, «France, d'avance », et puis l'affiche est belle. Je crois que c'est un exemple type de ralliement à un type de fonctionnement de la société actuelle et je crois qu'il faut savoir ce que ça représente et se méfier, Mme Lieneman, d'un pseudo consensus. Je crois qu'il y a des techniques de fabrication des consensus. Il y a un excellent article dans **Le Monde diplomatique** ce mois-ci, de François Brune qui explique comment on fabrique un

pseudo-consensus. En réfléchissant. devant cette affiche, je me demandais est-ce que c'est fatal? Est-ce que l'on va être incapable de réfléchir, parce que c'est comme ça, et des slogans vont faire la société de demain? Mais j'ai été rassuré parce que ce matin à la tribune un monsieur qui a bien quelques dizaines d'années de plus que les gens de l'affiche (Victor Fay) nous a tenu un discours parfaitement jeune, lucide sur la société d'aujourd'hui, et je me suis dit que ce n'était pas fatal. Ça m'a fait vraiment beaucoup de bien. Je crois qu'il faut réfléchir à un domaine où, selon moi, les autogestionnaires n'ont pas assez réfléchi. Je vais prononcer l'horrible mot, c'est celui de cogestion. Je défends un certain type de cogestion que j'appelle la cogestion anticapitaliste dans un certain domaine: celui des services publics.

Je travaille à la TV publique. Je m'étonne que les citoyens ne rappellent pas que la TV leur appartient, que la TV est payée par leurs redevances, et que c'est à eux de dire comment elle doit fonctionner, comment on doit communiquer avec cet instrument. Un service public comme celui-là ne représente pourtant pas n'importe quoi, mais les moyens de communiquer, communiquer de la culture, communiquer entre citoyens, la TV n'est pas un émetteur avec des millions de récepteurs. Il ne faut pas que ce soit la même parole qui parle. Je demande que l'on réfléchisse à cela. Si l'autogestion a subi de si graves défaites, n'est-ce pas parce qu'on a refusé d'analyser ce type de cogestion? On s'est bloqué sur le mot cogestion parce qu'il a des relents de capitalisme très dangereux. J'en suis d'accord. Il faut repousser dans les entreprises la cogestion au sens capitaliste du terme. Il faut réfléchir là-dessus. Dans mon organisation syndicale, je n'ai pas pu en discuter. Pourtant un service public doit être cogéré, selon moi. Je souhaite que cela soit discuté.

On parle de clarifier, de promouvoir et de prendre en compte l'autogestion. C'est vrai que ce terme est à la fois pas facile en soi et à mettre en œuvre, mais il a un contenu très fort et qui demeure d'actualité aujourd'hui. Le nier m'étonne. C'est à mes yeux le fondement du socialisme autrement, du socialisme vrai. Il ne faudrait pas jeter ce mode d'organisation trop vite à la trappe, se le faire confisquer en quelque sorte, alors que d'autres semblent le découvrir. Je voudrais faire naître une rumeur dans cette salle, très attentive et sérieuse, en signalant, et cela pourrait surprendre et faire sourire, que j'ai il y a peu entendu Mme Garreau utiliser le terme autogestion à une tribune où siégeait également Lionel Jospin sans que je puisse lui demander ce qu'elle mettait sous ce concept. Elle s'appuyait pour cela sur un provincialisme comme moyen de diffusion de pouvoir. Voilà l'idée centrale de son propos: elle refusait d'utiliser le mot fédéralisme qu'elle opposait à l'actuelle décentralisation, porteuse à ses yeux de trop de nouvelles bureaucraties. Pour moi, la gauche a bien besoin de ce supplément d'âme qui a nom .autogestion. Se contentera-t-on de s'engager dans la société duale qui s'installe à grande vitesse aujourd'hui?

Je voudrais terminer en vous posant la question: j'ai ressenti comme événement politique de ce mois de janvier les propos de la jeune chômeuse prénommée Martine, à FR3, qui s'entretenait avec M. Barre dans les termes simples et directs, mais encore cette insolence est peut-être nécessaire dans le monde d'aujourd'hui.

. **Victor LEDUC:** Je souhaite que vous soyez plus directs dans vos interventions, et que vous interpelliez plus directement la tribune, pour qu'elle puisse mieux répondre.

. **Un autre intervenant** (*extraits*) : Le camarade précédent a terminé par ce que j'aurais voulu dire pour commencer. L'intervention de cette jeune femme. face à Raymond Barre. J'ajouterai qu'elle aurait pu dire cela à n'importe lequel des candidats de gauche ou de droite. Il n'est plus possible pratiquement aujourd'hui de faire comprendre à des jeunes qui n'ont pas entendu autre chose, ce qui est le bon, ce que sont les nuances, ce qu'est la sensibilité, ce que sont ces formes de nécessaires contacts humains. Pour cela je dirai que, face aux discours des uns et des autres, je suis toujours très près du P.S.U - très près de tout ce qui va vers le laboratoire d'idées. Il faudrait poser les problèmes non pas seulement en termes économiques, mais mettre en garde contre un grave danger. Les jeunes ne se sentent plus concernés par les adultes, nous échappent et nous ne les récupérons plus. Mettre l'accent sur d'autres valeurs. Les problèmes culturels me paraissent aussi fondamentaux que les problèmes sociaux, économiques, politiques.

. **Pierre TILLET** (*C.F.D. T.*) . Je m'adresserai à la tribune aux camarades du P.S. Lorsque l'on dit que les gens n'attendent plus de projet de société, je crois qu'il faut faire attention. On peut se demander: ont-ils attendu à travers les siècles un projet de société? Et la question que l'on peut se poser: qui sont ces gens? et qui attend quoi? parce qu'il ne s'agit pas de rassembler l'ensemble des salariés dans la même gamelle. Lorsque vous avez pris cet exemple, sous forme de boutade, pour caricaturer la débâcle de l'autogestion, en disant "small is beautiful" est dépassé, je me suis permis de trouver un parallèle. Avant on disait "small is beautiful", maintenant on dit «small is flexibul ». En effet, l'idée autogestionnaire, les petites unités, "c'est chouette", ça peut tourner, ça peut donner une vision différente d'une fonction sociale. Elle a été complètement récupérée et mise en œuvre par tous ceux qui sont en train de se mettre en avant, c'est-à-dire tous les compétents. Cette idée a été complètement détournée. On trouve des gens qui font leur entreprise, qui font de petites unités. A quoi est-on confronté en tant qu' autogestionnaire? On est confronté à une idée qui était issue d'un milieu qui commençait à se développer mais qui dépendait d'une certaine vision de la division du travail et d'une certaine forme culturelle. Or actuellement la transformation culturelle est telle, la pression de l'idéologie dominante est telle, que cela permet de récupérer ces idées autogestionnaires, de les transformer pour pouvoir démontrer après coup que c'était bien gentil mais que ça ne tient pas la route. Alors il faut être très clair, et s'apercevoir que la transformation sociale, culturelle, est la démonstration qu'il n'existe plus de classe ouvrière au sens où l'on a pu la connaître, à l'époque, par exemple des grands rassemblements des usines d'automobiles, et que maintenant on a des oppositions très fortes, entre ceux qui font ce vent dominant, et ceux qui sont dispersés par ce vent dominant, je veux parler des compétents et des exécutants. On ne peut pas dire aujourd'hui qu'il y a une seule classe ouvrière qui a une seule conscience. Il y a des oppositions d'intérêts très profondes. Il se trouve que les partis, comme le P.S. actuellement, ont pris fait et cause pour ces compétents et disent: regardez, la société se transforme comme ça. Si on ne veut pas faire d'erreur, il faut s'inscrire dans ces transformations et essayer de partager cette idée: on fait partager le plus de richesses possibles au plus de gens possibles.

Je vais terminer sur un exemple: on s'aperçoit que les militants de la C.F.D.T. ont monté leur propre entreprise et on aurait pu croire qu'ils allaient créer des petites unités autogestionnaires. Mais en fait, qui sont ces militants, ce sont des compétents et quand leur entreprises commencent à grossir, ils emploient alors des

exécutants. qui n'ont plus rien à dire dans le fonctionnement de l'entreprise. Ils ont en effet pris leurs affaires en main et ils ont créé des petites cellules qui fonctionnent bien. Mais quel est l'impact de ces cellules dans l'ensemble de l'environnement économique et social? Est-ce que c'est vraiment le sens d'une société autogérée? Je ne le crois pas. Il faut être clair. On a besoin d'une orientation politique, on a besoin de faire un tri idéologique. C'est le rôle d'un parti politique. Je ne crois pas qu'un parti politique de cet ordre-là pourra être reconstruit sur les décombres des autres. ou par une critique permanente et là je m'adresse au camarade Ravenel. C'est vrai qu'il est important de voir ce qui se passe au P.S. et au P.C. Mais ce n'est pas cette critique permanente qui permettra d'aboutir à la construction de quelque chose de solide. Ce n'est pas non plus en disant mythiquement on va faire revivre un P.S..U fort avec des nouveaux. Il faut d'abord se prononcer très clairement: " De quoi va-t-on parler? » Ce parti politique auquel on pense, va-t-il dire clairement qu'il y a actuellement une transformation de l'appareil de production qui va vers une marginalisation de couches de salariés de plus en plus importantes. Est ce que ce parti politique, là je rejoins sans doute le propos de Denis Berger, est-ce qu'il est possible d'envisager, de dire: il y a déjà une classe de salariés qui n'a pas encore conscience d'être une classe, car entre un pousseur de chariot, une caissière de supermarché, une opératrice de données, il est vrai que même pour un syndicaliste il est très difficile de leur faire prendre conscience qu'ils sont des exclus du domaine compétent du développement économique. Ne doit-on pas dire dès aujourd'hui que l'on prend fait et cause pour cette classe qui risque, pour de longues années, de se retrouver hors de course? N'aurait-on pas, là, la base pour faire un travail politique dans les domaines de l'éducation, du logement, etc., qui permettrait aux organisations syndicales d'être plus claires sur le terrain, n'a-t-on pas là une base sérieuse pour développer des idées, l'objectif autogestionnaire en direction de tous ces salariés?

. **Victor LEDUC:** On redonne la parole à la tribune.

. **Marie-Noëlle LIENEMAN :** J'ai été volontairement provocatrice, parce que d'abord je n'avais pas mesuré que je n'avais que cinq minutes au démarrage, en essayant d'abord de mettre en évidence ce qui me paraissait disqualifier l'autogestion en tout cas en apparence.

J'ai été provocatrice en parlant d'absence de projet de société. Mais peut-être aussi parce que l'on n'emploie pas les mêmes mots en fonction de là où on est: au P.S., projet de société, a une connotation bien précise qui n'est probablement pas lue de la même manière selon les uns et les autres.

Lorsque j'ai voulu dire que les projets de société ne me paraissent pas opératoires, j'aurais dû dire les modèles, cela aurait été plus juste. Cela me paraît disqualifier, d'abord parce que les choses évoluent vite. Et ensuite parce qu'à partir de l'image d'un modèle fermé, les citoyens ont l'impression d'être dépossédés de la construction de leur propre quotidien, et de l'ensemble de la société.

Je crois profondément qu'il y a besoin d'une nouvelle identité à la gauche, d'une nouvelle utopie et qu'il faut des moteurs qui fassent qu'on s'engage, qu'on se sente actifs dans la société. Là aussi sur les mots luttes, soyons clairs; quand je parle de luttes, je voulais surtout dire qu'il y a déficit de négociation et de compromis dans notre société, notamment dans le terrain syndical, dans l'entreprise et même au

niveau local. Combien de fois entre une association et un maire, quand ils ne sont pas d'accord, cela se règle sur le thème: «Vous n'avez plus de fric », ou bien «manifestation dans la rue ». Il n'y a pas de forme de partenariat, de compromis organisé dans la société française d'aujourd'hui. Les formes de luttes, d'affrontement ponctuel donnent le sentiment de ne pas aboutir. Elles ne sont pas toujours menées sur les terrains les plus essentiels de la solidarité (qui me semble mis en brèche) et cela affaiblit notre cause. Moi je crois que la gauche doit redéfinir une utopie, des valeurs, des objectifs. Je préférerais au terme projet de société, celui d'objectif de transformation de la société, car le terme choisi par la C.F.D.T. me paraît plus opératoire que le terme projet de société tel qu'on l'a vécu au P.S.

Sur quoi peut-on, à mon avis, le faire? Et je réponds à la question qui m'est posée. Oui, une vision globale, mais pas segmentée selon des secteurs. J'ai été provocatrice sur l'initiative et l'entreprise, car je crois quand même que cela est lié à une revendication forte d'affirmation des gens qui veulent être acteurs de leur propre devenir. Et c'est vrai qu'il ya des syndicalistes qui créent leur entreprise et qui veulent le faire. Certains sont un peu contraints parce que leur boîte ferme, et pour continuer leur travail ils doivent le faire, mais il y a aussi des choses qui ont été faites: développement local. comité d'expansion, différentes opérations même en Lorraine, l'exemple de la Meuse, ou ce qui a déjà été fait à Commercy. Le bassin de Commercy a été mis en place et des gens ont créé leur entreprise. Il y a des choses qui bougent. Il y a des logiques, on ne vit pas dans un bain noir, dans une société complètement anesthésiée. Pour autant. reste entier le problème de la démocratisation de l'initiative. Quand je critiquais" small is beautiful », je voulais dire que l'on ne réglait pas le problème entre le micro et le macro, entre l'intérêt du groupe et l'intérêt général qui est un des mots que l'on n'a pas su résoudre aujourd'hui dans les termes autogestionnaires. C'est donc plutôt pour poser la question, que pour dire qu'il faut renier, parce que je crois beaucoup à l'initiative micro-économique, aux opérations locales de solidarité, etc.

Si l'on se contente de cela, on va se heurter au même problème que l'on a rencontré jusqu'à présent où, soit les phénomènes corporatistes s'installent, soit on ne peut pas vivre dans un îlot économique... Donc je crois que la démocratisation de l'initiative est aujourd'hui quelque chose de porteur pour la gauche et qui est contre, qui est antilibéral - car il n'y a pas plus malthusiens que les libéraux français en matière d'initiative économique,

Parallèlement à cela, il ya tout le problème des déqualifications. On risque d'aller vers une grande masse de gens déqualifiés, complètement" out» des décisions, de la vie économique réelle, celle qui pèse sur le pays, sans compter les phénomènes de marginalisation, par la pauvreté et l'assistanat qui est quand même une forme de marginalisation. C'est vrai que l'autre grande identité sur laquelle la gauche a toujours fondé son existence, et qui demeure d'actualité et qui me paraît plus liée à l'autogestion pour la spécificité des réponses aujourd'hui, c'est le problème de la solidarité, qui n'est pas un thème si ambitieux. On ne l'utilisait pas en 1968. On parlait de lutte contre les inégalités. Il faut mesurer que la solidarité c'est plus pauvre comme objectif que la lutte contre les inégalités qui est plus subversive puisqu'elle déstabilise davantage l'organisation de la société.

Il ne faut pas se retrancher derrière ce mot. comme s'il réglait tout. Je reste persuadée que la lutte contre les inégalités est un thème essentiel pour la gauche, plus fort que le thème de la solidarité qui ne l'exclut pas.

Je pense que l'autogestion est aussi un mécanisme qui est assez opératoire. Je ne vous ai sans doute pas parlé de l'opération Coluche qui me paraît être révélatrice des faillites de notre système et de la conception même qu'en avait la gauche traditionnelle et de la solidarité, qui explique fort justement qu'il vaudrait mieux qu'on puisse affecter une part de son impôt à des actions dont on voit l'aboutissement et sur lequel on se voit responsable et qui met en œuvre des gens localement motivés qui se prennent en charge et qui prennent également une part des affaires publiques en charge.

Donc je crois que les formes de solidarité opératoires aujourd'hui ne sont plus les grands mécanismes de redistribution transitant par l'Etat ou en tout cas transitant tout par l'Etat. Je reste persuadée qu'il faut maintenir une bonne part de protection sociale. On peut également parler, je crois, de l'identité de la gauche autogestionnaire et de sa pertinence aujourd'hui. C'est le thème de qui est acteur. de quoi, dans la société, Je crois que c'est là que nous devons inventer, innover et reconstruire, on ne reconstruira pas des acteurs nouveaux uniquement sur la défensive. Quand tu parles de slogan «une France d'avance », je ne pense pas que c'était pour toi que le slogan était fait en terme de marketing. Ce que je pense, et c'est en quoi ce slogan est intéressant, c'est que l'idée que l'on ne se place plus comme étant résistant par rapport aux évolutions mais que l'on se place comme acteur, constructeur des évolutions. Ça c'est un changement profond, passer de la gauche oppositionnelle à la gauche au pouvoir, celle qui veut effectivement modifier les choses, me paraît porteur. Cette mutation qui s'effectue dans la gauche traditionnelle peut paraître comme une débâcle idéologique mais elle laisse une opportunité ouverte pour reconstruire, J'ai toujours dit que j'étais pour la rigueur, mais telle qu'elle a été faite, on a loupé des occasions de transformations sociales considérables.

C'est aussi parce qu'on ne l'a pas assumée initialement, que l'on n'a pas réussi à engager ces mutations. On a voulu leur résister, au lieu de se demander comment on peut les orienter dans une perspective nouvelle. Sur les acteurs, il y a cinquante points de réflexion sur lesquels il faut que l'on s'appuie, il y a les histoires Schwartz, recherche de partenariats locaux divers, il y a le secteur des PME dans lequel on devrait être capable d'inventer de nouvelles formes d'expression collective, sinon on passera à côté d'une mutation essentielle. Sur la solidarité aussi, je constate quotidiennement à Massy (ville dont je suis élue), que les gens prennent les choses relativement en mains mais pas toujours sur les formes de solidarité, mais pas celles que l'on pouvait imaginer. Je suis effarée de voir qu'il s'est mis en place un réseau de solidarité par Minitel qui n'est plus de la solidarité de voisinage. Il faut réinventer des formes de vie collective, Quels seront les acteurs? On est en manque d'expériences et d'exemples concrets. Je crois que ce devrait être notre tâche collective aujourd'hui. J'ai été volontairement dans un premier temps très anti autogestionnaire parce que je crois que nous-mêmes devons faire un travail d'aggiornamento avec le thème de l'autogestion et que l'on ne s'imagine pas que l'on a la vérité révélée.

La vieille gauche n'a pas voulu comprendre que nous étions dans le sens de l'Histoire. On est dans le sens de l'Histoire si on est capable de voir qu'à certains moments il y a certaines valeurs qui sont porteuses. J'ai parlé d'autonomie parce qu'effectivement je crois que l'on a été trop égalitariste, vécu comme étant, nivelant les différences. On a nous mêmes un petit côté archaïque dans ce qu'on dit sur

l'autogestion et l'intérêt d'une rencontre comme celle-là est d'essayer, les uns les autres, de voir en quoi elle pourrait être à nouveau d'actualité.

. **Daniel RICHTER:** Je voulais intervenir sur plusieurs points car en tant que militant syndicaliste, on ne peut pas ne pas se sentir interpellé par certains points mis en avant. Je reprends le déficit de négociation et de compromis. Pourquoi y a-t-il ce déficit à l'heure actuelle? Tout simplement parce que justement pour passer un compromis qui ne soit pas un alignement sur les logiques de rouleaux compresseurs économiques, il faut avoir un autre projet qui fasse en sorte que le compromis ne soit pas considéré comme une défaite. On ne peut passer un compromis, et c'est là tout le problème à l'heure actuelle de le C.F.D.T. qui d'ailleurs a abandonné les objectifs de transformations, Aujourd'hui, si les travailleurs n'arrivent pas à avoir un minimum de projet de société alternatif (non pas que l'on soit capable de le mettre en place immédiatement) qui est la vision d'une possibilité de déplacer les butées des rouleaux compresseurs économiques, tels qu'ils se déroulent, à partir de ce moment-là ce qu'ils subissent est considéré comme des défaites collectives; par contre, individuellement ils négocient sur les positions patronales. Le paradoxe de la période actuelle, c'est que les travailleurs négocient collectivement: et ne veulent pas que l'on parle de ce que pourraient être leurs aspirations en matière d'aménagement du temps de travail parce qu'ils le considèrent comme quelque chose qui leur est propre en tant qu'individu et qu'ils ne veulent pas le remettre en cause. S'ils le faisaient, on aboutirait à une situation conflictuelle, Les travailleurs de l'automobile souhaitent travailler moins au printemps et en été et plus en hiver. La logique des mêmes travailleurs de l'automobile en tant que consommateurs en raison de la saisonnalisation, c'est d'acheter plus au même moment où ils voudraient être profiteurs des beaux jours, C'est-à-dire que la flexibilité patronale, puisqu'il ne peut y avoir de stocks dans une logique de concurrence exacerbée, c'est de faire travailler plus en été et au printemps, faire travailler moins en hiver et les travailleurs, en termes d'aspirations, demandent l'inverse, Alors, soit il y a clash entre les deux, soit il y a défaite des travailleurs.

Là où il y a à mettre l'accent, c'est sur la résolution des contradictions. Ce que l'on peut reprocher d'une part à un certain nombre de pôles de l'extrême-gauche, c'est de les avoir niées complètement et d'avoir un certain nombre de raisonnements simplistes ou de pure résistance qui amènent à la défaite à coup sûr... De l'autre côté, on se tourne vers l'acceptation sous une forme modulée de cette logique de la compétitivité, avec la logique des produits, des modes de vie, et sur laquelle il faudrait passer un certain nombre de compromis.

Si jamais on veut faire croire aux salariés, en tant que collectif, que l'insécurisation est une valeur collective, on n'y arrivera pas. Par contre, en tant qu'individus dissociés les uns des autres, ils l'accepteront - que l'on ne redemande pas du collectif derrière. C'est un peu à cela qu'ont abouti l'ensemble des dynamiques qui sont assumées par les sensibilités dominantes de la gauche, à l'heure actuelle, et c'est là qu'il y a un certain nombre de contradictions majeures.

Je prends l'exemple de la loi sur l'aménagement du temps de travail. Je ne suis pas de ceux qui ont des jugements simplistes. Ce n'est pas une loi sur l'aménagement du temps de travail, c'est une loi sur la flexibilité. Elle s'explique parfaitement parce que selon les besoins des entreprises, en termes de productivité, il faut essayer de se remettre dans une situation de compétitivité. Ce n'est pas en soi un élément

scandaleux. De l'autre côté, on essaie de trouver des bornes pour qu'il y ait un compromis, pour ne pas laisser faire aux patrons ce qu'ils veulent en terme de variation des horaires, etc. Voilà le sens de la loi.

Si on me dit que la loi est génératrice, en fait, d'un débat entre les aspirations des travailleurs et le problème de la flexibilité en tant que telle, c'est faux, y compris par l'ensemble des dynamiques qu'elle met en place. Elle n'aura aucun impact pour recréer des emplois en terme de solidarité. A la limite parce qu'elle se placera sur la logique de la compétitivité, ce qui n'est pas non plus négligeable à ce niveau-là, car elle empêchera de détruire d'autres emplois. Je ne dis pas que c'est négligeable. Ne mélangeons pas les problèmes. La loi se réfère à des négociations de branches qui n'ont aucune valeur dynamique dans le syndicalisme français parce qu'elles n'ont jamais été mobilisatrices. Elles sont dépossessives pour les travailleurs qui ne savent pas à quel niveau ils pourront intervenir pour peser dans le rapport de force.

Les travailleurs sont en fait spectateurs. Aucun des éléments qui seraient censés être de ceux qui mettraient en avant leurs aspirations en termes d'aménagement du temps de travail (pour faire en sorte qu'ils parviennent à s'opposer en fait éventuellement aux logiques de flexibilisation avec lesquelles il faut effectivement passer des compromis) n'est créé.

Donc il y a des logiques différentes. La question du projet de société, c'est bien en fait par rapport à ce qu'est la société capitaliste. Non pas au sens de dénoncer ce qu'est la propriété des moyens de production, le fait que les patrons sont des salauds. Poser le problème de cette façon-là c'est se planter. Par contre, savoir si une entreprise comme Renault doit dans les vingt ans à venir investir 15 milliards par an pour, en fait, sortir un nouveau modèle tous les ans ou tous les six mois, qu'il faut résolument réduire le temps de travail entre la conception et la fabrication de cinq ans à quatre ans, de trois ans à deux ans, faire un ensemble d'appareils productifs qui doit en permanence être capable d'être parmi les vainqueurs en sachant que vu la situation économique cela va générer des perdants ailleurs, cela veut dire que l'on déplace les problèmes en permanence en se disant, je vais être parmi les vainqueurs, mais que d'une façon contradictoire on va générer de façon importante des «laissés pour compte ». C'est à ce niveau-là que je pose le problème du projet de société, des objectifs de transformations quels que soient les termes que l'on met en avant et justement de la maîtrise de leur environnement, et de leur avenir par les travailleurs eux-mêmes.

J'en terminerai sur la question des luttes. De Closet arrive à ce tableau qui peut sembler pour un certain nombre de gens séduisant et réconfortant. On a l'impression que les luttes ont été menées par ceux qui avaient les moyens d'établir les rapports de force (ce qui est statistiquement faux). Les O.S. de l'automobile et de toutes les grandes grèves d'O.S. vues dans l'après-1968 et qui ont été parmi les éléments dominants non pas seulement en France, mais dans l'ensemble du monde capitaliste développé, ont été une des raisons mises en avant par tout le monde comme mise en cause des limites de l'ordre fordien. Faisait-il partie des privilégiés? Oui, bien sûr, par rapport à ceux qui sont dans les petites entreprises et qui ont des salaires moins forts, ceux qui faisaient la grève dans les foyers Sonacotra étaient privilégiés par rapport à ceux qui n'ont pas de logement du tout ou qui couchent sous les ponts. On peut toujours trouver une situation où l'on justifiera après coup le fait que ceux qui se sont battus étaient sûrs de gagner. Je crois que là où on peut nous reprocher le véritable débat sur les luttes, où on peut nous interroger en tant

que militant autogestionnaire, c'est qu' effectivement toutes les grandes luttes de l'automobile que nous avons menées depuis 1968, alors qu'elles portaient en elles-mêmes la condamnation du travail fordien, du travail à la chaîne, n'ont pas débouché sur un projet alternatif porté par les travailleurs en question, sur les problèmes de l'organisation et du changement de rapport des pouvoirs dans l'entreprise. Sur ces questions-là et à l'heure actuelle, ce sont les politiques patronales qui sont à l'initiative. C'est un véritable problème, qui interpelle les militants qui ont défendu le courant autogestionnaire. Pourquoi a-t-on débouché sur le fait que ça s'est transformé en forme d'argent? Il y a une véritable question de fond plutôt que la remise en cause des rapports de force .

Les rapports de force et les luttes changeront en fait, suivant les périodes économiques. Je crois que ce sont des éléments fondamentaux de l'évolution même si ce ne sont que des révoltes qui finalement ne sont pas en elles-mêmes porteuses de projet. Elles peuvent modifier de façon profonde les comportements de ceux qui sont en face, plus que de ceux qui ont mené les luttes. Un certain type de discours sur les luttes à l'heure actuelle risque finalement de se couper. Si un certain nombre de salariés sont rejetés, on risque d'arriver à des révoltes lourdes de conséquences. Il faut arrêter d'avoir un certain nombre de projets qui sont des projets tout faits où on essaie de décrire de manière simpliste un certain nombre d'éléments qui vont être ceux de l'avenir. Je ne sais pas si c'est le moment ou non de dire que c'est tel pôle qui va être représentatif d'un certain nombre de couches sociales, de mouvements, de dynamiques. Si on veut se placer par contre dans la dynamique et dans la logique de la prise en charge de leur environnement, il faut que l'on cesse d'être dans la logique d'être leur représentant, c'est-à-dire en fait de se dire que l'on est l'avant garde qui est le porteur de l'ensemble.

Par contre, il faudrait que l'on soit capable de véritables pôles d'animation qui permettent que l'ensemble des débats et des contradictions émergent.

Si nous ne sommes pas le pôle animateur qui essaie que ce type de contradictions se résolve et que les travailleurs construisent éventuellement les logiques alternatives, collectives, à ce moment-là ce sera le rouleau compresseur qui sera l'élément dominant. Alors les gens seront de plus en plus atomisés et individualisés.

. **LE SCORNET** : Je voudrais intervenir sur deux points. Tout à l'heure, M.N. Lieneman disait: «un certain nombre de valeurs et de dogmes ont été remis en cause ». Il y a là un vrai problème. Incontestablement, un certain nombre de relations du politique au corps social, aux individus eux-mêmes ne fonctionnent plus. Le problème est de savoir si tout ça c'est ringard-archaïque, ou bien est-ce que l'on n'est pas dans une de ces périodes, une de ces évolutions qui font qu'à un moment ça n'accroche plus. En d'autres termes, est-ce que les organisations politiques et syndicales sont des P.M.E. qui sont en train de regarder au jour le jour quel est le marché et de se dire les cravates ne marchent plus, on va faire des nœuds papillon. Nous avons à faire très attention en disant que certaines choses sont dépassées, ne pas jeter l'enfant avec l'eau du bain. En d'autres termes, lorsque l'on dit l'imaginaire, l'utopie est nécessaire, il faut faire aussi le constat que lorsque l'on a viré un certain nombre de valeurs, de références, eh bien, ce qui est dominant cinq après 1981 dans l'ensemble de la population c'est fondamentalement l'absence de l'idée qui menait consciemment ou inconsciemment les choses et qui étaient celle d'une révolution sociale.

Je n'ai pas d'autre terme, mais elle a complètement disparu de la tête des gens - et

l'idée dominante c'est qu'il n'y a pas d'alternative, on peut aménager, plus question de transformation. On oublie, bien évidemment, le projet de société, après l'objectif de transformation de la société et après on n'en parle plus.

Parce que cela ne correspond plus au terrain sur lequel on a effectivement contribué pour arriver à cette situation en évacuant un certain nombre de ces dogmes, de ces valeurs, et non pas en cherchant à leur redonner vigueur. On crée les conditions idéologiques, les conditions de l'ensemble de la conception de l'imaginaire, de l'utopie des gens qui font que c'est foutu, rayé de la carte du monde pour une bonne part des générations.

C'est à reconstruire, à remodifier, à réancrer dans le quotidien des gens. Deuxième aspect, les incompréhensions dans le langage. Il peut y avoir des incompréhensions. Toutefois, je ne voudrais pas qu'il y ait un peu de mépris ou d'incompréhension sur le fait de dire création du pôle alternatif. donc vous avez derrière la tête la volonté de créer le nouveau et futur parti révolutionnaire.

Je ne crois pas que ce soit ça. Il n'y a pas à rassembler les miettes, ou plutôt il y a à rassembler les miettes parce que la gauche est en miettes.

Incontestablement, ce qui caractérise la gauche ce n'est pas tant ses organisations politiques, ses superstructures, qu'effectivement une masse d'invidus, d'agents, même de militants qui sont en situation de recherche, bien plus souvent en situation de désarroi.

La volonté de rassembler les miettes est importante. Pour pouvoir résister, y compris en termes de mobilisation, en terme de défense par rapport à la droite et au patronat. Alors qu'un certain nombre de tentations existent à l'extrême-gauche de reconstruire prématurément, à partir de micro-structures qui demeurent, la future organisation, mais ce n'est même pas ça qui se met en place ici ou là dans une situation extrêmement difficile. Mais bien avec la volonté de mettre le doigt sur un nombre de réflexions, de recherches à la fois sur la situation du moment et sur les moyens de rassembler les miettes et agir en commun.

. **DEMALDENT** : Je partirai des interventions de Pablo et de Richter. Si je ne suis pas très chaud pour un rassemblement qui construirait un projet de société, ce n'est pas que je considère que le but n'est rien et que les moyens sont tout. Mais plutôt parce que je pars du même constat que Richter pour arriver à des conclusions différentes, c'est-à-dire nous sommes dans une période de défense. Il y a un bouleversement tel de la vie quotidienne, et une telle insignifiance des perspectives de classe en face, que nous en sommes à sauver les meubles.

On sait que quand on travaille autrement. les droits doivent être modifiés. Je me propose de trouver les moyens que quelque part tous ceux qui s'inspirent de la perspective du contrôle, avec l'aspiration à une forme de démocratie directe qu'on soit pour l'aménagement de la société existante ou pour le bouleversement de la société existante - tous ceux qui s'inspirent de cette logique-là non pour essayer de trouver une riposte globale mais pour se défendre. Je propose que tous ces mouvements-là trouvent un lieu commun pour débattre, tout en conservant leur organisation, pour débattre sur des problèmes extrêmement précis et immédiats. De telle sorte que peut-être on puisse dégager quelques mots d'ordre unitaires quelque part. Créer ce lieu transorganisationnel très large. Je ne crois pas que le débat le plus urgent soit celui du projet de société. Je suis tout à fait d'accord pour que ces débats aient lieu. Mais ça ne me paraît pas être le moment et ce qui va débloquent la

situation. Il faut se rendre compte à quel point l'aspiration, même le mot autogestion est au sous-sol et il faut aujourd'hui le réancrer dans le combat quotidien de lutte pour la défense des travailleurs qui ne peut plus être, ce serait l'échec, la défense des droits existants mais qui suppose d'aller au-delà et de participer de façon active sur nos propres perspectives à l'aménagement de la durée du travail, même à la productivité. Ça ne signifie pas que l'on doive abandonner les fruits de la productivité au patronat. Je propose quelque chose de beaucoup plus simple et qui ne se présenterait pas finalement comme un projet alternatif.

Sans doute il émergerait si fonctionnaient les possibilités de relancer cette perspective alternative. Mais il y a des choses concrètes.

J'entendais tout à l'heure Le Scornet dire, ce n'est pas si intéressant que ça de ramasser les miettes. Il se trompe. Les miettes on n'en est pas là. Il y a encore beaucoup de gens qui tiennent à leur organisation, que ce soit une organisation de consommateurs, un parti politique, une organisation syndicale. Ce que je souhaite c'est que, par-delà la diversité normale et nécessaire des courants, des terrains d'intervention, on démarginalise l'autogestion en s'ancrant à partir des problèmes de luttes immédiates pour la défense des travailleurs, dans leur travail, dans leur vie quotidienne à partir des formes de luttes pour le contrôle inspirées plus ou moins de la démocratie directe. Il faut rassembler tout ça avec des thèmes de discussion précis pour qu'il se dégage quelque chose d'unitaire.

Popularisons-le, et on verra.

Je propose des choses concrètes et j'ai peur que "s'envoyer des projets de société" à la figure, il n'en reste que se réunir une fois par an pour se dire comme ce serait bien si on avait le même.

. **D. BERGER:** Moi aussi, je ne ferai que quelques remarques par rapport à la discussion. L'autogestion pèse peu, on l'a dit. sur la situation actuelle. Je ferai une remarque, c'est qu'elle est devenue un mot, comme le socialisme et bien d'autres choses. Là il y aurait une étude à faire. Quand des notions, des méthodes, deviennent un mot, elles sont perdues.

Ce mot. je serais prêt à l'abandonner si on m'en proposait un meilleur. Mais en tout cas, ce qui est important, et l'on sera tous d'accord, c'est la méthode et c'est en cela que je reviens au débat. La méthode c'est fondamentalement une méthode. Ce n'est pas l'expérimentation sociale à un petit niveau purement et simplement, même si l'expérimentation sociale a son sens et participe de cette méthode. L'autogestion, c'est une façon d'arriver à un processus pour la réalisation d'une nouvelle forme de pouvoir dans l'ensemble de la société en bas et jusqu'au sommet.

Ceci est général, abstrait. Mais je crois qu'un des résultats au moins du débat c'est de dire. sauf peut-être après les remarques de Demaldent, qu'il était nécessaire d'avoir des perspectives globales, une utopie concrète, un projet de société. On peut discuter sur les nuances que cela représente. Mais avoir des perspectives, car ce n'est pas simplement une nécessité de cohérence intellectuelle mais c'est aussi pour répondre à un certain nombre de problèmes qui se posent, une bataille à mener.

Dans la mesure où la perspective d'une société autre se confond maintenant avec ce qui se passe en Union Soviétique, ou en Chine, ou ailleurs... Il est tout à fait nécessaire d'expliquer qu'il y a une autre possibilité et cela ça dépend de ses perspectives globales concrètes.

D'accord avec ce que disait Raptis (Pablo) tout à l'heure, à savoir que l'autogestion n'est pas une pure et simple expérimentation sociale, elle se pose aussi au niveau

global, elle doit être générale. Je ne reviens pas sur ce qui a été dit au niveau des luttes. Je me sens tout à fait en accord avec ce qu'a dit Richter. C'est à-dire que si les luttes changent de formes. si par exemple à l'heure actuelle des idées de mouvement d'ensemble ne sont pas actuelles, des idées de grève générale ne sont pas des perspectives concrètes, si les revendications et les mots d'ordre changent, si même il se produit des différenciations à l'intérieur de ceux qui luttent comme le disait un camarade tout à l'heure, ceci est certain mais tout demeure conflit. Et je dirai deux choses à ce propos-là. Dans la perspective d'une société où les choses se règlent par conflits et des conflits entre classes (je crois même qu'il faut préciser la notion des classes), si on l'admet, cela veut dire que la perspective de l'autogestion doit être anticapitaliste. Là-dessus je suis clair et net. contrairement à ce qu'a dit Marie Noëlle Lieneman tout à l'heure.

Une remise en question globale de ce système en perspective, c'est un processus dont il est question.

Mais une remise en cause globale de ce système en tant que tel dans sa configuration nationale et dans sa configuration mondiale, c'est du pain sur la planche. Une longue période, c'est certain. Mais ceci dit, c'est une nécessité absolue. Dans ce cadre-là, le marxisme ne me semble pas complètement obsolète. Il y a une crise des marxistes parce que beaucoup ont raconté n'importe quoi au nom de Marx. Il y a certainement des insuffisances, des contradictions, dans la pensée de Marx. mais cela dit, je préfère Marx à de Closets comme référence.

De la même façon, je dirai que si l'on est anticapitaliste, il y a un terme que je reprendrai, qui n'était pas le mien, en 1980, c'est celui de rupture avec le capitalisme. Rupture comme processus non pas comme événement qui se produit d'un seul coup.

Il me semble que l'autogestion est un des moyens de cette rupture. Il me semble important, dans ce cadre-là, de faire le bilan de l'expérience de gauche. Ce n'est pas une question de frustration, on ne m'a pas frustré de l'espérance que je n'avais pas. C'est une question de bilan, concret qui permet de reposer autrement les problèmes et ce bilan de toute façon est présent directement ou indirectement dans toutes les interventions.

Je dirai, pour répondre à une question posée par Marie-Noëlle Lieneman, que l'autogestion pour moi c'est une perspective d'un pouvoir collectif. C'est un processus de mise en place d'une nouvelle forme de pouvoir collectif à partir de la base. C'est une généralité. Encore une fois, c'est un processus de longue durée soumis à des contradictions. Mais c'est un processus absolument indispensable et poser le problème du pouvoir collectif est indispensable. Pourquoi? Dans le débat, beaucoup de choses ont été dites. Il y a le problème de l'Etat qui a été posé. On ne peut pas se contenter d'accepter l'Etat tel qu'il est, et toute forme de partage du pouvoir pourrait aboutir simplement à un meilleur fonctionnement et une régulation de l'appareil d'Etat tel qu'il est.

Il y a un problème de transformation qui n'est pas simple, pour lequel je n'ai pas de solution toute faite à proposer mais qui est fondamental. Il s'agit d'un nouveau pouvoir collectif, plusieurs intervenants l'ont souligné - Lipietz, Bachet - parce que les problèmes ne sont pas ceux de l'entreprise et que tout problème posé au niveau de l'entreprise pose les problèmes globaux, des finalités de l'économie et les problèmes des rapports internationaux, point que Lipietz n'a pas développé dans son intervention, mais qu'il a abordé dans des articles à d'autres périodes. Ceci est

fondamental. Cela implique une réponse globale qui est une réponse au pouvoir.

Un processus qui pose plein de problèmes, c'est de ces problèmes-là qu'il m'intéressait de discuter. Quel type de centralisation devons-nous réaliser? Quels sont les rapports entre la démocratie à la base, les décisions collectives, etc. ? Les moyens des médias là-dedans, etc. Cela me semble des problèmes fondamentaux qui aboutiraient à ce que l'on pourrait appeler un programme, au sens directif de la recherche.

Je conclus en abordant une question sur laquelle je me suis sans doute mal expliqué tout à l'heure. J'ai dit qu'à mon point de vue, à terme, et je souligne le terme, «à terme », un regroupement des partisans de l'autogestion me semblait nécessaire et qu'il prendrait une forme politique. Parce que je crois à la nécessité imposée par l'expérience, du regroupement de ceux qui ont une même perspective politique.

D'accord avec Richter pour dire que ce ne doit pas être, je l'avais un peu évoqué en me référant au léninisme, cela ne doit pas être un regroupement qui se substitue aux travailleurs qui parle en leur nom, parle pour eux et qui, à la limite, s'il arrive au pouvoir, parle contre eux. On en a eu l'expérience. Je pense que c'est une perspective et le point sur lequel je vais apporter une précision. Il n'est pas question de penser que cette perspective va se réaliser à court terme et que maintenant il faudrait essayer de rassembler dans une même organisation, même s'il n'y a pas à rire des tentatives qui ont été faites.

Je crois que si on veut aborder les luttes les plus élémentaires à l'heure actuelle de façon efficace, il faut savoir vers quoi on tend. C'est ce que j'ai voulu dire. Mais il me semble tout à fait évident que l'autogestion à l'heure actuelle peut passer par des regroupements du style de celui que pose Demaldent, très modeste, le regroupement de tous ceux qui tentent un certain nombre d'expériences se confrontent, quelles que soient leurs références, quelle que soit leur position. Je dis aussi qu'à l'heure actuelle, cela passe aussi par un certain nombre d'alliances. On employait le terme de front autrefois, un certain nombre d'initiatives telles que celles que Ravenel proposait tout à l'heure à propos de la Lorraine.

Un certain nombre de convergences pratiques qui, à mon avis, prépareront ce regroupement politique, qui ne sera pas le énième parti léniniste, se substituant aux travailleurs mais qui sera un moyen de féconder ce processus d'autogestion en tant que processus vers une forme nouvelle de pouvoir.

. **Bernard RAVENEL:** Le problème est d'arriver à marier la modestie de Demaldent et l'ambition légitime de Berger.

C'est un petit peu ma préoccupation un peu centriste que je vais essayer de préciser.

Le problème du projet de société me préoccupe. Il y a une certaine urgence même si on n'a pas les moyens d'y repenser, parce que ce dont on a manqué pendant cette période de gauche au pouvoir, c'est précisément cet abandon ou cette disparition d'un projet de société qui permette de dépasser un certain type de corporatisme. On ne peut pas encore se reporter à un terme difficilement décelable à une élaboration parce qu'il existe des acquis et de nouvelles situations. Je le vois de façon très schématique. D'une part ce qui relève de la tradition du mouvement ouvrier qui n'est pas, à mon avis, tant en terme de solidarité que d'égalité.

D'ailleurs, il ne faut pas confondre égalité et égalitarisme, à ce niveau-là cela nous

amènerait à un autre débat. Je crois quand même qu'on ne peut pas abandonner ce qui pour moi faisait la valeur de l'histoire du mouvement ouvrier, ces deux points d'appui-là. Le troisième a été apporté d'une certaine mesure par le mouvement des femmes. C'est-à-dire le problème de l'individualité, de l'autonomie personnelle. Cela fait partie aussi des nécessités que de définir les droits de la nouvelle individualité. Je crois qu'il y a là quelque chose qui manque dans le mouvement ouvrier traditionnel et que nous n'avons pas encore complètement défini et qui parfois est remplacé par un certain type d'individualisme agressif relevant de l'idéologie libérale capitaliste sur lequel aussi il faut être vigilant.

Une quatrième dimension de ce projet est apportée effectivement par le mouvement écologiste, le respect des équilibres naturels, etc. Je ne développe pas. Mais tout cela doit faire partie d'une nouvelle synthèse pour le projet de société sur lequel on ne mobilisera pas, s'il n'existe pas. Cela me semble assez important.

Le deuxième aspect concerne les acteurs de ce projet de société. Là nous avons un problème. Sont concernés par la révolution technologique, ceux qui en sont les agents actifs, ceux qui en sont écartés et donc les victimes. C'est en ce sens que la solidarité reprend sa nécessité politique dans la période. Parce que ce que je crains c'est qu'il y aura des bénéficiaires qui vont gagner, «la France qui gagne », mais il y aura aussi des perdants qu'on abandonne un peu trop vite dans la période.

Il faut y réfléchir. De ce point de vue là, je ne redéveloppe pas l'aspect de ce que l'on pourrait tirer comme leçon de la sidérurgie lorraine, mais il faudrait réfléchir à partir d'exemples concrets: le mouvement antiraciste permet aussi de redéfinir le projet de société. Parce qu'il a réactualisé la notion de solidarité, la notion d'égalité et la notion aussi d'individu qui a droit en quelque sorte à se réaliser quelle que soit la différence par rapport à l'autre.

Je termine sur le problème des rapports entre force sociale et force politique, je crois que précisément ce qui permet l'élaboration de projet de société c'est la jonction entre les forces traditionnelles, celles qui sont porteuses d'un certain type de valeurs hérité du mouvement ouvrier traditionnel et les forces en les aspirations nouvelles, celles dont on a parlé tout à l'heure.

Je crois qu'il n'existe pas en France une situation à l'allemande. Je veux dire qu'en Allemagne il existe un mouvement qui a porté des aspirations nouvelles ou des forces nouvelles, antinucléaires pour l'essentiel et qu'il s'est constitué en force socio-politique. Je crois qu'en France on n'en est pas là. En France, le problème c'est de créer les structures aussi bien de réflexion - là je rejoins Demaldent -, de lutte et de confrontation qui permettent de rassembler et les forces traditionnelles et les forces nouvelles de façon à ce que s'élabore quelque chose qui soit unifiant en terme de projet politique et de projet d'avenir. C'est de ce point de vue-là que je m'interroge sur les formes politiques qui peuvent en découler. Cela suppose que les formes actuelles soient complètement à remettre en cause, que ce soit le P.S. et le P.C. ou ce qui existe à gauche de ces organisations-là, et qui suppose en même temps - mais c'est une contradiction sur laquelle je n'ai pas de réponse, de répondre à des nécessités relevant des luttes politiques institutionnelles qui doivent être prises en compte aussi, bien évidemment.

Je vois la nécessité de remettre en cause l'ensemble des systèmes politiques organisationnels tels qu'ils existent en France, et en même temps gérer l'actualité.

C'est une contradiction sur laquelle je voudrais bien avoir un jour des lumières.

. **Catherine SAMARIT** (*extraits*) : Je suis membre de la L.C.R. J'étais intervenue hier sur la liaison entre les luttes partielles et la question précisément du projet global. Par rapport à la question que tu as posée au début, je voudrais y revenir sous l'angle politique. Je crois aussi, comme l'a dit Lipietz, qu'il y a le besoin de deux niveaux d'interventions, et probablement de regroupement politique, même si on ne peut pas en voir aujourd'hui d'une manière nette les contours.

Il y a certainement le besoin de cette confrontation qu'a évoquée Demaldent, de tous ceux qui participent à quelque niveau que ce soit, si ténu que ce soit, à des luttes partielles. à des luttes pour le contrôle des luttes de résistances limitées. au travers desquelles il peut y avoir ce changement de l'expérience qui influe aussi sur les modifications de la conscience dont on a besoin, et aucun projet d'ensemble, y compris politique. qui renoncerait à intervenir à niveau-là, partiel, et à se confronter à ces expériences locales, ne peut être satisfaisant, il ne peut déboucher que sur des slogans vagues qui ne répondent pas aux problèmes concrets qui se posent dans la période actuelle.

L'intervention de Marie-Noëlle Lieneman disait qu'il fallait renoncer à un certain nombre de mythes, elle a mis dans le même sac le mythe des luttes et le mythe des projets, même si elle a posé quelques bémols dans sa seconde intervention, je pense que les deux sont liés et que de moins en moins on ne peut lutter réellement et de façon crédible sans projet. et la crise du socialisme réellement existante qu'évoquait Denis Berger tout à l'heure est effectivement au cœur du problème. Elle est au cœur du problème parce que, effectivement, on ne peut pas se contenter de dire que ce qui a été expérimenté était la seule chose possible et que, de ce point de vue, l'utopie ce n'est pas quelque chose qui est impossible, mais quelque chose qui n'existe pas encore et que notre ambition doit être de contribuer à une reformulation du projet socialiste. .

. **Alain LIPIETZ** : Puisque j'interviens le dernier et très tard. je voudrais simplement répondre à une intervention qui m'a beaucoup touché. faite par le camarade qui a dit tout à l'heure «les jeunes nous échappent ». C'est une réalité terrible mais c'est aussi une perception de cette réalité. Tout d'abord je suis moins inquiet. J'ai dit tout à l'heure en parlant d'un débat sur l'idéologie de la gauche que l'on était en 1962. Mais en 1962, il y avait une génération de yé-yé qui semblaient échapper totalement à nos canons du beau et du bon et qui, cinq ans plus tard, a fait mai 1968.

Il ne faut quand même pas trop désespérer, il me semble qu'en France ou aux USA, la génération des «teenagers» me semble au niveau des valeurs qu'elle porte, amorcer le retour d'un cycle vers plus de solidarité et des valeurs plus à gauche que celles qui l'ont précédée juste immédiatement. Le problème est tout à fait réel, de la nécessité de valeurs de ce que tu' as appelé le beau et le bien, qui puisse être présenté comme un projet. Je pense que c'est un problème pour tout le monde. Si vous regardez les affiches, celles de tous les partis, vous vous apercevez que ce sont des combinaisons de mots: demain, l'avenir, la France. A peu près tout le monde dit ça, sauf le P.C. qui dit: «Quand tout s'en va, le P.C. reste »,«L'important, c'est de ne pas se résigner ». C'est-à-dire ils s'accrochent au passé, ils l'assument. Mais ils couleront comme le dernier capitaine dans la dernière usine de Seine-Saint-Denis. C'est très bien. Notre liste d'ailleurs a un journal qui s'appelle «L'avenir autrement ». Donc c'est vraiment un problème de fond, parce que dans la dissolution de tout

projet et de tout système de valeur fixant ce qui est beau et ce qui est bon, à ce moment-là on n'a plus que «le retour de la France ». On ne précise pas ce qu'elle a à faire, ce qu'elle a à gagner. On réduit au plus petit dénominateur. On veut gagner parce qu'on est la France. Qu'est-ce que la France? Eh bien! c'est les Français. Ceux qui n'ont pas de sang arabe, etc.

Je crois qu'il y a une dynamique à partir du moment où la nation, la collectivité nationale. plus précisément n'est plus fondée sur un projet, sur le partage en gros d'un certain nombre de valeurs. à ce moment-là les pires démons peuvent réapparaître. Là-dessus il faut être clair. Il y a une coresponsabilité de toute la classe politique par rapport à un égoïsme et par rapport au racisme dans la disparition des projets de sociétés et des systèmes de valeur.

Cela dit, quel pourrait être le système de valeur? Je crois que la solution de facilité qu'il faut éviter est celle qui consiste à dire que l'avenir est en soi un système de valeur complet.

Pour revenir à l'affiche qui a été commentée tout à l'heure, «Prenons une France d'avance », il y a très profondément une idée, parce que les slogans sont vides mais ils ont toujours comme les plaisanteries pour les psychanalistes, un sens. Dire « Prenons une France d'avance » avec la géode de la Villette derrière, a un sens politique très clair qui est la réduction de la gauche sur ce qui a été son fil directeur depuis 1945 qui est la modernisation. C'était déjà dans le programme du conseil national de résistance, c'était dans un programme commun aussi bien au P. c., au courant reconstruction de la C.F.D.T., club socialiste et tout ce que vous voudrez.

Quand on a abandonné tout, quand on a abandonné l'Etat, l'autogestion, la solidarité, il ne reste plus que la modernisation technologique. Cette idée que ce qui peut fixer une conscience, comme pour la jeunesse, c'est la modernisation technologique, me semble radicalement fautive. Puisqu'on a pris la Villette et la géode comme symboles de cette affiche, je voudrais raconter juste une anecdote. A la Villette, il y a un groupe de formation professionnelle du type Bertrand Schwartz qui travaille à la réinsertion des jeunes. Il a reçu les moyens et pose les méthodes que l'on qualifierait autogestionnaires, il a essayé et est parvenu à apprendre des jeunes immigrés, sans qualification, de la Seine-Saint-Denis, pour leur donner la formation, permettant d'être des démonstrateurs techniques dans le musée des sciences de la Villette.

Alors, parce que c'était la Villette qui les avait formés, ils ont été refusés pour occuper ces places, car pour les dirigeants de la Villette, il va de soi que seuls peuvent occuper ces places auprès de la culture technique ceux qui sont formés pour la classe des compétents dont le camarade a parlé tout à l'heure.

Alors je dis oui, le problème est bien de refonder une conception de l'avenir, de nouvelles valeurs, mais ça ne peut être l'avenir en soi, car il y a au moins plusieurs avènements. Il y a un avenir qui consiste à exclure de plus en plus idéologiquement, culturellement, politiquement et même techniquement les gens de la gestion dans leur processus de travail, de la décision (ce qui est utile ou qui ne l'est pas), de la façon de vivre en société. Ça c'est un avenir qui marche très fort mais qui n'est pas sûr de gagner. Et puis il y a une alternative qui consiste à partir du fait qu'il y a une aspiration de la jeunesse et qui se traduit par exemple dans S.O.S. Racisme, dans le succès de la musique, etc. On peut ne pas aimer la musique d'aujourd'hui. Mais le nombre de groupes musicaux traduit une volonté de s'approprier la musique dans la jeunesse.

A partir de cette volonté, de la disponibilité à se qualifier, à prendre en mains ses affaires, on peut construire d'autres relations entre les hommes et les femmes et construire un autre avenir. Je ne veux absolument pas rentrer dans le débat sur la question de savoir quelles forces politiques représenteront ces aspirations, en faudra-t-il une, deux ou trois, quels seront les rapports entre les ailes modérées, etc.

Est-ce que ce pôle est à la gauche de la gauche? ou est autre chose que la gauche? Autre chose où il y aurait aussi un centre, une droite et une gauche? Je crois qu'il y a une idée fondamentale, c'est ce que vous avez appelé pendant tout ce débat les valeurs autogestionnaires. Elles représentent par rapport au débat, à ce que sera l'après-crise, la force alternative à autre chose qui peut tout aussi bien exister, et qui est le pure technocratie flanqué du libéralisme.

C'est une véritable bataille. La sortie de la crise n'est pas du tout tranchée et il faudra peut-être même de très grands bouleversements sur la planète pour savoir comment on sortira de la crise même en supposant que la base technologique est déjà donnée.

. **Victor LEDUC:** Les propos d'Alain Lipietz valent conclusion parce qu'ils résument parfaitement le sens de ces deux journées de travail.

Le débat de cet après-midi a été extrêmement riche: on a balayé le champ social, le champ politique, idéologique et même culturel. Tous les problèmes n'ont pas été posés. Mais des problèmes extrêmement importants ont été posés qui concernent nos préoccupations, la problématique autogestionnaire. Beaucoup de choses restent encore à creuser, à étudier, mais du moins, au cours de cette période électorale où le parti gouvernemental et d'autres aussi se sont efforcés de gommer le mot autogestion, ici, nous avons montré à un public, certes restreint, l'alternative à l'idéologie actuelle, pragmatiste, réaliste, techniciste. C'est une avancée théorique, qu'il faudra nous efforcer de poursuivre tous ensemble.

